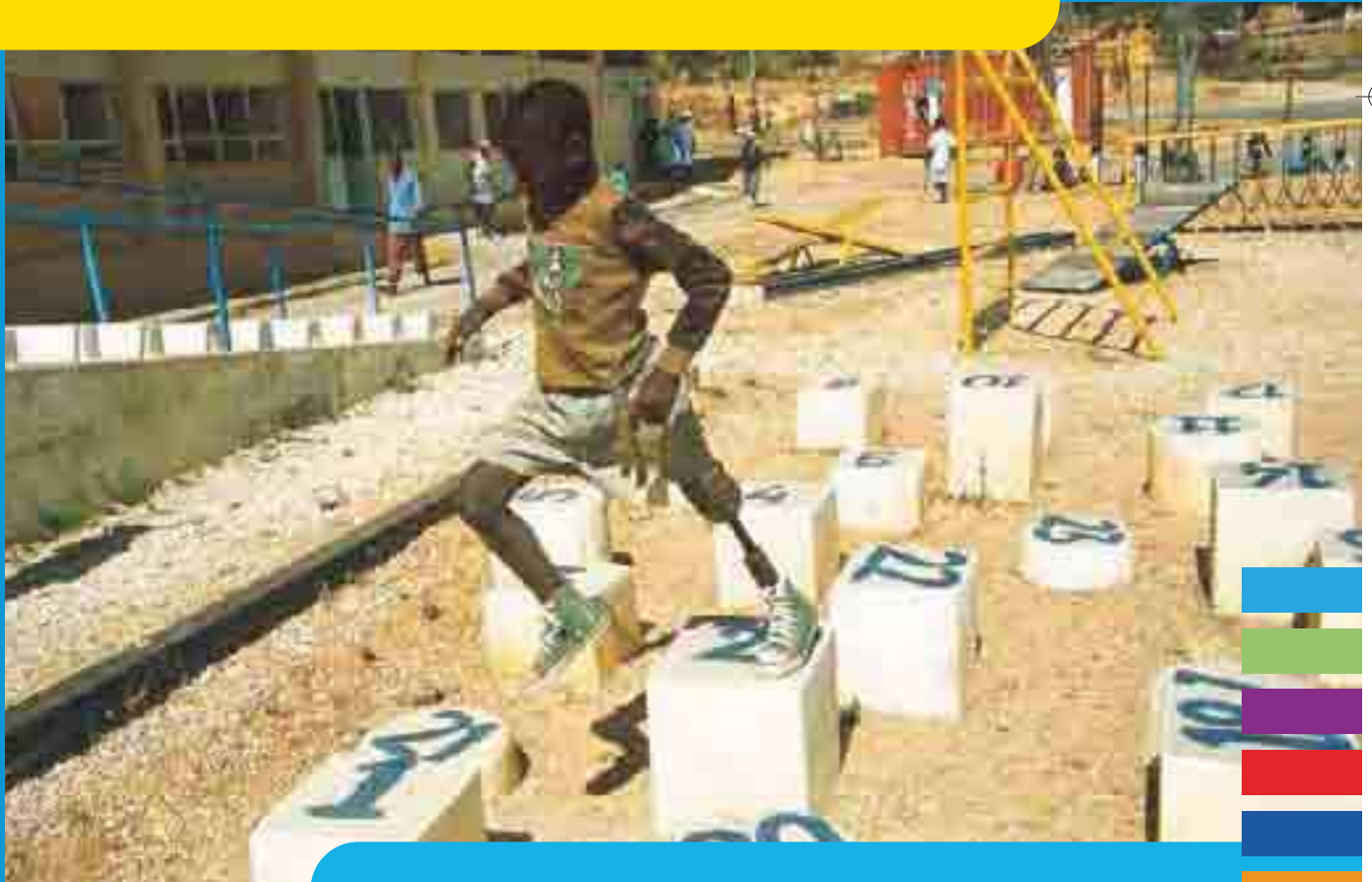




COMMISSION EUROPÉENNE

LES ACTIONS DE LUTTE DE L'UNION EUROPÉENNE CONTRE LES MINES DANS LE MONDE





COMMISSION EUROPÉENNE



LES ACTIONS DE LUTTE DE L'UNION EUROPÉENNE CONTRE LES MINES DANS LE MONDE

La présente publication concerne les actions de lutte de l'Union européenne contre les mines entreprises et soutenues par le budget 2002.



Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

Un nouveau numéro unique gratuit:
00 800 6 7 8 9 10 11

Les frontières apparaissant sur les cartes n'impliquent, de la part de la Commission européenne, aucune appréciation sur la situation juridique d'un territoire, quel qu'il soit, ni ne marquent son adhésion ou son aval à ces frontières.

Pour recevoir par courrier électronique les informations hebdomadaires relatives à la direction générale des relations extérieures, veuillez consulter le site: http://europa.eu.int/comm/external_relations/feedback/weekly.htm

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2003

ISBN 92-894-5810-0

© Communautés européennes, 2003

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE



Remerciements

Nous sommes particulièrement reconnaissants envers tous ceux qui ont contribué à la publication de cette brochure.

Nos sources d'information sont: les États membres de l'Union, la base de données de la Commission européenne et les délégations, la campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ICBL) et l'Observatoire des mines terrestres (OMT) et la base de données du service des actions contre les mines des Nations unies (United Nations Mine Action Service — UNMAS).

Les photographies qui figurent dans le texte ont été aimablement fournies par: **C. Cox (APOPO, Norwegian People's Aid)**, **P. Rupérez Pascualena (ministère espagnol des affaires étrangères)**, **S. Sutton (MAG — Mines Advisory Group)**, **S. Brabant et P. E. Hublet (Handicap international)** et **A. Formiconi (ICBL)**.

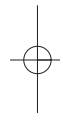
Remarque

La lutte contre les mines est un terme générique qui recouvre l'ensemble des domaines d'activité suivants: la sensibilisation au risque des mines, le relevé et marquage des champs de mines, la détection, le déminage, la destruction des mines terrestres et l'assistance aux victimes ainsi que la formation dans tous ces domaines.

Cette brochure a pour but de fournir une mise à jour des ressources consacrées chaque année à la lutte contre les souffrances provoquées par les mines terrestres antipersonnel et à présenter les objectifs qui sous-tendent les actions menées chaque année ou à moyen terme.

Antonios Antanasiotis

Président du groupe de coordination de la lutte contre les mines de la Commission européenne





Message de Franco Frattini

Ministre italien des affaires étrangères

4

L'Union européenne (UE) a été parmi les premières institutions à dénoncer le caractère aveugle des mines terrestres antipersonnel et à souligner les souffrances intolérables qu'elles infligent aux populations civiles.

Pour cette raison, au cours des dernières années, l'Union européenne s'est employée à intensifier la coordination et la coopération avec les Nations unies et d'autres organisations internationales compétentes — ainsi qu'avec la société civile — en vue de débarrasser progressivement de ce fléau les pays touchés et d'atténuer les pertes humaines et matérielles effroyables qu'il entraîne.

Aujourd'hui, le soutien à la lutte contre les mines figure parmi les premières priorités de la politique extérieure de l'Union.

En effet, dans un contexte international toujours très préoccupant, l'action déterminée et concrète de l'Union européenne vers l'éradication des mines terrestres antipersonnel partout dans le monde est plus que jamais nécessaire.

Malgré les progrès importants déjà réalisés, des données fiables montrent que, en 2000-2001, les mines ont été la cause d'accidents dans 70 pays, faisant 15 000 à 20 000 nouvelles victimes en tout par an.

On ne peut qu'être choqué de constater qu'environ 70 % des victimes étaient des civils, en particulier des femmes et des enfants, touchés souvent bien après la fin des conflits armés.

Dans une perspective plus large, nous devons réaliser que les mines terrestres antipersonnel constituent un obstacle sérieux au développement économique des pays touchés, et ce de différentes manières: elles tuent et mutilent des civils (et augmentent d'autant le besoin de soins coûteux tout en réduisant la main-d'œuvre disponible) et empêchent l'accès au territoire et son exploitation en toute sécurité.

L'Union européenne entend œuvrer sans relâche à la résolution de ce problème complexe par la voie diplomatique et le soutien financier à la lutte contre les mines.

À cet effet, l'Union européenne continuera de plaider activement pour la mise en œuvre universelle de la convention de 1997 sur la prohibition de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, mieux connue sous le nom de «convention d'Ottawa», actuellement ratifiée par 134 pays, et sa pleine application.

Pour que les activités de déminage humanitaire et d'assistance aux victimes disposent de ressources





financières adéquates, l'Union européenne s'est engagée à débloquer 240 millions d'euros pour la période 2002-2009, dans le respect des normes des principaux pays donateurs. À cet égard, la stratégie de lutte contre les mines de la Communauté européenne (CE) et le programme pluriannuel pour 2002-2004, adopté l'année dernière, constituent un cadre opérationnel approprié à moyen terme de coordination et de hiérarchisation des projets financés par l'Union européenne dans ce domaine.

Le financement des différents États membres de l'Union complète notre action.

C'est non sans fierté que je tiens à rappeler la contribution importante — politique, financière et technique — de l'Italie aux opérations de déminage humanitaire et à la promotion de l'adhésion aux principes de la convention d'Ottawa, également par le biais d'un rôle accru des acteurs non étatiques.

À ce jour, l'intervention directe de l'Union européenne a été fondamentale pour réduire considérablement l'impact humanitaire désastreux des mines dans le tissu socio-économique de plusieurs pays au profit de milliers de personnes.

Néanmoins, si nous prêtons attention aux souffrances actuelles de trop de victimes innocentes,

nous ne saurions nous satisfaire de nos réalisations passées.

Nous devons avoir pour objectif commun un monde débarrassé des mines terrestres antipersonnel et de leur violence aveugle: j'invite la communauté internationale à se joindre à l'Union européenne dans ce noble combat.





Message de Chris Patten

Commissaire européen chargé des relations extérieures

6

Je suis heureux de présenter la cinquième édition de la brochure concernant les actions de lutte de l'UE contre les mines. L'UE s'est engagée à mener une campagne énergique pour éliminer la menace que représentent les mines terrestres antipersonnel, et la Commission européenne renforce ses efforts afin de réduire les coûts humanitaires, sociaux et économiques auxquels sont exposés les pays affectés par les mines.

En 2002, l'Union européenne a fourni une aide de 42 millions d'euros pour la lutte contre les mines terrestres, enregistrant une hausse par rapport au montant de 28 millions d'euros octroyé l'année précédente. Les dépenses totales de l'UE se sont élevées à plus de 145 millions d'euros, dont un montant de 103,5 millions représentait les donations des États membres. Le concours total de l'UE reflète l'importance que celle-ci attache à sa stratégie pluriannuelle de lutte contre les mines terrestres antipersonnel. L'UE a pris un engagement à long terme: les deux règlements qui tracent le cadre de cette politique seront en vigueur jusqu'en 2009.

La stratégie des Nations unies pour la période 2001-2005 définit à juste titre la question des mines terrestres antipersonnel comme étant un problème humanitaire et une question liée au développement. Il s'agit d'un problème humanitaire parce que des milliers de personnes — dont de nombreux enfants — sont tués ou mutilés à travers le monde chaque année. Très souvent, de telles tragédies interviennent longtemps après la fin d'un conflit. La politique relative aux mines terrestres présente également un aspect important touchant au développement, dans la mesure où la croissance économique de plusieurs des pays les plus démunis est freinée par la présence généralisée de mines. Le déminage est une condition indis-

pensable à l'utilisation efficace de l'aide économique. C'est la raison pour laquelle un volet «mines terrestres» devrait être intégré dans les stratégies de développement nationales des pays affectés par les mines.

La lutte contre les mines terrestres constitue également une mesure importante d'instauration de la confiance et fait partie, par conséquent, de l'agenda étendu de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE. Les opérations de déminage et la destruction des réserves peuvent révéler la volonté des parties intervenant dans un conflit de rechercher un règlement pacifique. L'élimination des mines terrestres contribue dès lors à promouvoir la paix et la stabilité. Elle facilite les missions de maintien de la paix, permet le retour des réfugiés et induit un effet catalyseur sur le retour à la vie normale et la reprise de l'activité économique.

La cinquième réunion des États parties à la convention d'Ottawa qui aura lieu à Bangkok cette année et la première conférence d'examen de la convention qui se tiendra à Nairobi en 2004 devraient jouer un rôle majeur dans l'élaboration de mesures plus efficaces et plus coordonnées par la communauté internationale. Bien que la campagne contre les mines terrestres soit largement soutenue par la communauté internationale, la coordination entre les donateurs doit encore faire l'objet d'améliorations, notamment pour que l'assistance soit axée sur les besoins spécifiques de chaque bénéficiaire et pour garantir une affectation efficace des ressources restreintes disponibles.

La Commission est disposée à contribuer à ces changements.



Sommaire

Introduction	8
LUTTE DE L'UE CONTRE LES MINES	
Afrique	12
Asie	28
✓ Caucase	29
✓ Centrale	32
✓ Pacifique	35
Amérique centrale	42
Europe	46
Moyen-Orient	56
Sur le plan mondial	60
✓ Contributions à:	
• ONU/UNMAS/PNUD/Unicef/GIDHG	60
• Quatrième réunion des États parties au traité d'Ottawa	61
• ICBL/OMT	61
• Divers	62
✓ Activités de recherche de l'UE	
• États membres	63
• CE	63

Introduction

L'Union européenne poursuit ses efforts visant à éliminer les mines antipersonnel à travers le monde.

En décembre 2002, la CE a adopté sa première action communautaire en matière de lutte contre les mines 2002-2004 (stratégie et programmation indicative pluriannuelle). La stratégie repose sur deux règlements approuvés par le Conseil et le Parlement européen l'année précédente — le premier a trait aux pays en développement [(CE) n° 1724/2001] et le deuxième concerne d'autres pays [(CE) n° 1725/2001]. Ces règlements constituent la base légale d'une stratégie intégrée européenne.

La stratégie indique clairement que les efforts que l'UE a entrepris dans le domaine de la lutte contre les mines terrestres sont directement liés aux objectifs que la communauté internationale a fixés dans le cadre de la convention d'Ottawa. La mise en œuvre de cette stratégie requiert une coopération à plusieurs niveaux différents:

- Des consultations étroites et étendues entre la Commission européenne et les États membres de l'UE tracent un cadre fixe d'activités financées par l'UE et assurent la promotion d'une coordination entre les programmes d'action contre les mines de la CE et les programmes nationaux des États membres.
- Les activités de l'UE s'insèrent dans le cadre défini par la stratégie de lutte des Nations unies contre les mines (2001-2005). La Commission européenne œuvre étroitement avec le service des actions de lutte contre les mines des Nations unies (UNMAS) ainsi qu'avec le groupe restreint de services et d'agences qui fonctionne au sein du système des Nations unies dans ce domaine (PNUD, UNOPS, Unicef et PDD).
- La campagne internationale pour l'interdiction des mines (ICBL) et son réseau d'organisations non gouvernementales (ONG) constituent une source inestimable de conseils et d'informations.
- Une coordination bilatérale entre les bailleurs de fonds et d'autres formes de coopération internationale maximalise l'efficacité des efforts nationaux.

L'assistance de la CE a enregistré une évolution croissante au cours de ces dernières années. En 2002, elle s'élevait à 42 millions d'euros, soit un accroissement de 48 % par rapport à l'année précédente. Les fonds

communautaires ont été fournis à seize pays et régions, ont soutenu les efforts de recherche et de développement et sont venus en aide à plusieurs organisations non gouvernementales. L'assistance a été conçue de manière à atteindre un équilibre entre le déminage et le renforcement des capacités. La stratégie de la CE encourage vivement les actions de prévention. À cet égard, les actions de sensibilisation à la menace que représentent les mines jouent un rôle fondamental.

Le montant total de l'aide de la CE et de celle des États membres de l'UE s'élevait en 2002 à plus de 145 millions d'euros.

La Commission entamera prochainement les travaux préparatoires de l'action communautaire de lutte contre les mines et de la programmation indicative pluriannuelle 2005-2007. Nous tirerons à cet effet les enseignements de l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie actuelle et recueillerons les conseils et informations en retour de toutes les parties mentionnées ci-dessus. En outre, nous mettrons tout en œuvre pour déployer des ressources axées de manière spécifique et optimale sur la lutte contre les mines, et ce en liaison avec l'assistance humanitaire, les fonds géographiques, etc. À l'instar de la stratégie actuelle, la stratégie à venir reposera sur la convention d'Ottawa. À cet égard, nous espérons avoir l'occasion de participer à un vif débat lors de la conférence programmée pour 2004.

- ✓ Le texte intégral de la stratégie et de la programmation indicative pluriannuelle concernant les actions de lutte de la CE contre les mines est disponible à l'adresse suivante:

http://europa.eu.int/comm/external_relations/mine/intro/ip02_1798.htm

- ✓ De plus amples informations sur les activités que la CE déploie dans la lutte contre les mines terrestres figurent à l'adresse suivante:

http://europa.eu.int/comm/external_relations/mine/intro/index.htm

- ✓ Une mise à jour complète des activités de recherche de l'UE dans ce domaine est disponible à l'adresse suivante:

<http://eu-mine-actions.jrc.cec.eu.int/demining.asp>



Liste des sigles couramment utilisés

CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CTP	conseiller technique principal
DGE	débris de guerre explosifs
ECHO	Office d'aide humanitaire
GICHD	Centre international de déminage humanitaire de Genève
ICBL	campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres
IDP	internally displaced person (personnes déplacées dans leur propre pays)
IM SMA	système de gestion de l'information pour l'action contre les mines
ITEP	programme international de test et d'évaluation
ITF	fonds international (Slovaquie)
LIS	étude d'impact des mines terrestres
MAT	mines terrestres antipersonnel
MCPA	Mine Clearance Planning Agency
MDC	centre pour les chiens détecteurs de mines
MRR	mécanisme de réaction rapide
NME	neutralisation des munitions explosives
OMT	Observatoire des mines terrestres
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RMAC	centre régional d'action antimines
TPM	traité de prohibition des mines terrestres, convention d'Ottawa
UNMACC	Centre de coordination des actions contre les mines des Nations unies
UNMAS	service des actions contre les mines des Nations unies
UNMASG	groupe de soutien à l'action contre les mines des Nations unies
UXO	engins non explosés



LUTTE DE L'UE CONTRE LES MINES

AFRIQUE

CONTRIBUTIONS RÉGIONALES

ANGOLA
BÉNIN
TCHAD
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
ÉRYTHRÉE
ÉTHIOPIE
GUINÉE-BISSAU
MOZAMBIQUE
SÉNÉGAL
SOMALIE
SOUDAN

10

ASIE

• CAUCASE

CONTRIBUTIONS RÉGIONALES — NORD DU CAUCASE

AZERBAÏDJAN
GÉORGIE

• CENTRALE

CONTRIBUTIONS RÉGIONALES — AFGHANISTAN ET PAKISTAN

AFGHANISTAN

• PACIFIQUE

CONTRIBUTIONS RÉGIONALES — ASIE DU SUD-EST

CAMBODGE
LAOS
SRI LANKA
VIÊT NAM

AMÉRIQUE CENTRALE

CONTRIBUTIONS RÉGIONALES

HONDURAS
NICARAGUA





EUROPE

CONTRIBUTIONS RÉGIONALES — EUROPE DU SUD-EST

ALBANIE
BOSNIE-ET-HERZÉGOVINE
CROATIE
KOSOVO, SERBIE-ET-MONTÉNÉGR
ANCIENNE RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE
RUSSIE (TCHÉTCHÉNIE ET INGOUCHIE)
UKRAINE

MOYEN-ORIENT

LIBAN
IRAQ
YÉMEN

SUR LE PLAN MONDIAL





AFRIQUE



12



CONTRIBUTIONS RÉGIONALES

	EUR	
TOTAL UE	1 000 000,00	
CE	1 000 000,00	Érythrée/Éthiopie: déminage
Contribution en nature		
ALLEMAGNE	Tunis	Don de détecteurs de mines (valeur estimée: 70 835,00 EUR)



AFRIQUE

ANGOLA



Angola

Superficie (terrestre): 1 246 700 km²

Capitale: Luanda

Monnaie: kwanza (AOA)

Population: 10 593 171

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 1 040 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 38,87 ans
- hommes: 37,62 ans
- femmes: 40,18 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: pétrole, diamants, minerais de fer, phosphates, cuivre, feldspath, or, bauxite, uranium

Climat: semi-aride dans le sud et sur le littoral jusqu'à Luanda; le nord se caractérise par une saison sèche et fraîche (de mai à octobre) et une saison des pluies très chaude (de novembre à avril)

Relief: une étroite plaine côtière mène, par une pente raide, à un vaste plateau intérieur

Affectation des sols:

- terres arables: 2,41 %
- cultures permanentes: 0,4 %
- autres: 97,19 % (estimation: 1998)

L'Angola est l'un des pays où la concentration de mines est la plus élevée au monde. Plus de deux mille champs de mines et sites contenant des engins non explosés ont été répertoriés par l'agence nationale d'action contre les mines. La guerre civile interminable a laissé le pays en ruine et poussé 1 million de personnes sur les routes. Ces personnes déplacées sont aussi les principales victimes des mines.

Tant les troupes du gouvernement angolais que celles de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) ont cessé de déployer des mines depuis la signature des accords de paix le 4 avril 2002. La fin du conflit permettrait d'augmenter l'aide accordée par les bailleurs de fonds aux actions de déminage. Cependant, des informations récentes — mais non confirmées — indiquent que de nouvelles mines auraient été posées.

À l'heure actuelle, les activités de déminage avancent lentement faute de coordination entre les acteurs. Celle-ci devrait toutefois s'améliorer à la suite de la création récente d'une commission nationale de déminage (Cnidah), chargée de la formulation d'un programme d'action national et de la restructuration de la base de données existante. La CE fournit une aide financière à l'établissement durable de la Cnidah et au renforcement de ses capacités institutionnelles par l'entremise du PNUD. L'Angola a ratifié le traité de prohibition des mines terrestres le 5 juillet 2002.

La CE a consacré des ressources substantielles du Fonds européen de développement (FED) aux opérations de déminage dans le cadre d'un programme d'urgence destiné à soutenir le processus de paix. Au cours des prochains mois, l'aide de la CE portera essentiellement sur l'aplanissement des difficultés dues à un manque manifeste de coordination des activités de déminage.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

	EUR	
TOTAL UE	15 296 457,24	
ALLEMAGNE	2 186 969,00	<ul style="list-style-type: none"> • Déminage et NME dans la province de Moxico • Déminage dans la province de Cubango • Déminage dans la province de Cunene • Sensibilisation au risque des mines dans les provinces de Bengo et Cuando Cubango • Équipe de NME supplémentaire dans les provinces orientales • Étude d'impact de niveau 1 • Centre de kinésithérapie et de rééducation
ESPAGNE	202 240,24	Financement du programme d'intégration des personnes amputées à Viana (Luanda) (en coopération avec la Croix-Rouge espagnole)
IRLANDE	637 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • Déminage d'urgence • Assistance aux victimes
ITALIE	2 800 000,00	Action étendue de lutte contre les mines et de sensibilisation aux dangers des mines
LUXEMBOURG	238 000,00	Programme d'assistance en faveur de victimes de la guerre et de victimes des mines antipersonnel
PAYS-BAS	525 000,00	Déminage
PORTUGAL	10 000,00	Depuis 1999, le Portugal aide l'Angola par le biais d'un programme de soins en kinésithérapie prodigués sur son territoire, à l'hôpital militaire de Coimbra, aux enfants angolais amputés et victimes de guerre.
FINLANDE	833 248,00	Déminage et assistance aux victimes
SUÈDE	864 000,00	Déminage, sensibilisation aux dangers des mines, renforcement des capacités
CE	7 000 000,00	Soutien institutionnel, lutte contre les mines de diverses manières: quelque 6 millions de mines selon les estimations, six à huit provinces infestées de mines couvrant près de 50 % du territoire et des relevés très lacunaires des champs de mines font de la lutte contre les mines un besoin vital
LUXEMBOURG	Contribution en nature	En 2002, huit projets mis en œuvre par Handicap International Luxembourg ont par ailleurs été cofinancés par le Luxembourg avec un apport total de 1 182 664,25 EUR; si ces programmes ne visent pas exclusivement des populations victimes de mines antipersonnel, celles-ci en sont néanmoins bénéficiaires

AFRIQUE

BÉNIN



Bénin

Superficie (terrestre): 110 620 km²

Capitale: Porto-Novo (le siège du gouvernement est situé à Cotonou)

Monnaie: franc de la Communauté financière africaine (XOF). L'autorité responsable de la monnaie est la Banque centrale des pays de l'Afrique de l'Ouest

Population: 6 787 625

(estimation: 2002)

Les estimations pour ce pays tiennent explicitement compte des effets engendrés par la forte mortalité due au virus du sida: espérance de vie plus basse, fort taux de mortalité infantile, taux de croissance de la population très bas, changements attendus des taux de répartition entre l'âge et le sexe dans la composition de la population

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 1 040 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 49,69 ans (estimation: 2002)
- hommes: 48,81 ans
- femmes: 50,61 ans

Ressources naturelles: petits gisements de pétrole en mer, calcaire, marbre, bois

Climat: tropical, chaud et humide au sud, semi-aride au nord

Relief: principalement des plaines, des vallons, des collines et des montagnes basses

Affectation des sols:

- terres arables: 15,28 %
- cultures permanentes: 1,36 %
- autres: 83,36 % (estimation: 1998)

Le Bénin n'a pas un problème de mines sur son territoire. En 2002, la France a fourni une aide financière pour l'établissement d'un centre de formation régional de déminage.



© B. Franck — Handicap International/Belgium

16

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

	EUR	
TOTAL UE	742 655,00	
FRANCE	742 655,00	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération militaire 2001-2002: construction et équipement du centre régional de déminage de Ouidah, appelé à assurer, dès 2003, la formation des experts en déminage africains • Renforcement des capacités locales dans le domaine du handicap

TCHAD

L'étude d'impact complète qui s'est achevée en 2001 a confirmé que le pays est plus gravement touché qu'on ne le pensait initialement. Le nord est la région la plus infestée de mines, mais des problèmes importants subsistent également dans l'est. L'étude d'impact a été suivie de la définition d'un plan stratégique dont l'objectif est l'élimination des mines et des engins non explosés dans le pays d'ici à 2015. Parmi les premières priorités figurent la sensibilisation aux dangers des mines, le relevé et le marquage des champs de mines, le renforcement des capacités et le déminage de zones spécifiques.



Tchad

Superficie (terrestre): 1 259 200 km²

Capitale: N'Djamena

Monnaie: franc de la Communauté financière africaine (XAF)

Remarque: l'autorité compétente est la Banque des États de l'Afrique centrale

Population: 8 997 237

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 1 030 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 51,27 ans
- hommes: 49,22 ans
- femmes: 53,4 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: pétrole (gisements non exploités mais en cours d'exploration), uranium, natron, kaolin, pêche (lac Tchad)

Climat: tropical au sud, désertique au nord
Relief: grandes plaines arides au centre; désert au nord; montagnes au nord-ouest; basses terres au sud

Affectation des sols:

- terres arables: 2,78 %
- cultures permanentes: 0,02 %
- autres: 97,2 % (estimation: 1998)

© Th. Stricklaert — Handicap International Belgium



Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

	EUR	
TOTAL UE	522 272,00	
ALLEMAGNE	322 272,00	Déminage à Ounianga Kebir, Guereda et Fada
ITALIE	200 000,00	Lutte contre les mines

AFRIQUE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Les mines antipersonnel ont été largement utilisées en République démocratique du Congo bien qu'il se soit révélé extrêmement difficile d'en imputer la responsabilité directe à aucune des forces engagées dans le conflit. De plus, des rapports affirment que les militaires burundais opérant dans le pays auraient également déployé des mines. Le blocage du processus de paix continue d'empêcher toute action efficace à l'échelon national et aucune des parties impliquées ne s'est montrée particulièrement désireuse de faciliter les efforts de la communauté internationale. Aucune étude d'impact nationale n'a été réalisée. Un centre de coordination des actions contre les mines a été mis en place au début de 2002.

Handicap international (Belgique) a mené à bien des actions importantes dans le pays, principalement dans le domaine du déminage et de la sensibilisation aux dangers des mines. Les services de la CE chargés de l'aide humanitaire sont convaincus que la réussite d'opérations de lutte contre les mines facilitera la mise en œuvre de leurs projets.

République démocratique du Congo

Superficie (terrestre): 2 267 600 km²

Capitale: Kinshasa

Monnaie: franc congolais (CDF)

Population: 55 225 478

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 590 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 49,13 ans
- hommes: 47,19 ans
- femmes: 51,13 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: cobalt, cuivre, cadmium, pétrole, diamants industriels et pour joaillerie, or, argent, zinc, manganèse, étain, germanium, uranium, radium, bauxite, minéral de fer, charbon, énergie hydroélectrique, bois

Climat: tropical; très chaud et humide dans le bassin fluvial équatorial; frais et sec dans les hautes terres du sud; frais et humide dans les hautes terres de l'est; au nord de l'équateur, saison humide d'avril à octobre et saison sèche de décembre à février; au sud de l'équateur, saison humide de novembre à mars et saison sèche d'avril à octobre

Relief: le vaste bassin central est un plateau à basse altitude; dans l'est du pays se trouvent des montagnes

Affectation des sols:

- terres arables: 2,96 %
- cultures permanentes: 0,52 %
- autres: 96,52 % (estimation: 1998)

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

18



© José Grain — Handicap International Belgium

	EUR	
TOTAL UE	1 500 000,00	
BELGIQUE	1 500 000,00	Kisangani: assistance technique au déminage, promotion et prévention

ÉRYTHRÉE

Des champs de mines et des engins non explosés sont disséminés dans tout le pays par suite de la Seconde Guerre mondiale, de trente ans de lutte pour l'indépendance et, plus récemment, de la guerre avec l'Éthiopie. Il y a maintenant un besoin urgent de déminage avant que les personnes déplacées ne reviennent dans la zone de sécurité temporaire de 25 km entre les deux pays. Malheureusement, les autorités nationales ont arrêté le déminage humanitaire en 2002 et expulsé toutes les ONG actives dans le pays.

Un programme érythréen d'action contre les mines a été mis en place avec l'aide du Centre de coordination des actions contre les mines des Nations unies. Le PNUD a pris la tête des actions de renforcement des capacités locales en vue de la réalisation d'opérations de déminage dans le pays. Une étude d'impact est actuellement en cours afin de déterminer l'ampleur du problème des mines et engins non explosés et d'aider à l'identification des zones prioritaires.



Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

Érythrée

Superficie (terrestre): 121 320 km²

Capitale: Asmara (anciennement Asmera)

Monnaie: nakfa (ERN)

Population: 4 465 651

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 710 USD (estimation: 2000)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 56,57 ans
- hommes: 54,09 ans
- femmes: 59,13 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: or, potasse, zinc, cuivre, sel, gisements potentiels de pétrole et de gaz naturel, pêche

Climat: zone désertique très chaude et sèche sur le littoral de la mer Rouge; frais et humide dans les hautes terres centrales (les précipitations peuvent atteindre 61 cm par an); semi-aride dans les collines et les bas plateaux occidentaux; les précipitations sont le plus abondantes entre juin et septembre, sauf dans la zone désertique du littoral

Relief: dominé par la prolongation des hautes terres éthiopiennes orientées du nord au sud, qui se terminent à l'est par une plaine côtière désertique, des collines au nord-ouest et des plaines légèrement onduyantes

Affectation des sols:

- terres arables: 3,87 %
- cultures permanentes: 0,02 %
- autres: 96,11 % (estimation: 1998)

	EUR	
TOTAL UE	6 435 138,00	
DANEMARK	1 211 649,00	Contribution au programme de lutte contre les mines [deuxième tranche et tranche finale de la subvention totale de 20 millions de couronnes danoises (DKK)]
ALLEMAGNE	99 989,00	Frais de modernisation de 105 détecteurs de mines
IRLANDE	369 500,00	Programme de déminage
PAYS-BAS	4 130 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités: soutien à la création d'une capacité érythréenne nationale de déminage • Déminage
SUÈDE	324 000,00	Déminage, sensibilisation aux dangers des mines, renforcement des capacités
CE	300 000,00	Sensibilisation aux dangers des mines

AFRIQUE

ÉTHIOPIE



Éthiopie

Superficie (terrestre): 1 119 683 km²

Capitale: Addis-Abeba

Monnaie: birr (ETB)

Population: 67 673 031

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 700 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 44,21 ans
- hommes: 43,36 ans
- femmes: 45,09 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: petites réserves d'or, platine, cuivre, potasse, gaz naturel, énergie hydroélectrique

Climat: tropical, accompagné de mousson, avec de grandes variations dues à la topographie du pays

Relief: haut plateau; chaîne montagneuse au centre, séparée par la Great Rift Valley

Affectation des sols:

- terres arables: 9,9 %
- cultures permanentes: 0,65 %
- autres: 84,95 % (estimation: 1998)

Pendant des décennies, lors des divers conflits, l'utilisation des mines anti-personnel a été très répandue pour culminer dans la guerre récente avec l'Érythrée. De vastes étendues de la zone de sécurité temporaire et d'autres territoires sont minées. Cependant, le nombre de victimes reste relativement faible étant donné que la plupart des zones touchées sont proches de la frontière.

L'Éthiopie a signé le traité de prohibition des mines terrestres mais tout espoir de ratification dans un futur proche semble devoir être abandonné. Néanmoins, le gouvernement a fourni au Centre de coordination des actions contre les mines des Nations unies des cartes détaillées des MAT posées par les militaires en Érythrée pendant le conflit. Une étude d'impact nationale a été lancée au début de 2002. Même si aucune opération systématique de déminage n'est en cours, les actions de sensibilisation aux dangers des mines et de formation de démineurs se sont poursuivies.

La CE finance actuellement une opération de déminage le long de la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée à hauteur de 1 million d'euros par le biais de son mécanisme de réaction rapide.

20



Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **signé**

	EUR	
TOTAL UE	1 700 000,00	
ALLEMAGNE	200 000,00	Équipe CTP du PNUD
ITALIE	500 000,00	Lutte contre les mines et sensibilisation aux dangers des mines
CE	1 000 000,00	Étude d'impact: demandée par l'UNMAS et mise en œuvre conjointement avec l'Allemagne, les États-Unis et la Norvège

GUINÉE-BISSAU

Les mines demeurent un problème, en particulier dans les zones entourant la capitale. Néanmoins, on estime que la menace a diminué au cours des dernières années. L'aide des bailleurs de fonds est essentiellement canalisée par Humaid (une ONG locale), qui se concentre sur les opérations de déminage.



Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**



© Handicap International Belgium

Guinée-Bissau

Superficie (terrestre): 28 000 km²

Capitale: Bissau

Monnaie: franc de la Communauté financière africaine (XOF)

Remarque: l'autorité compétente est la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest; ancienne monnaie: peso guinéen (GWP)

Population: 1 345 479

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 900 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 49,8 ans
- hommes: 47,47 ans
- femmes: 52,2 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: pêche, bois, phosphates, bauxite, gisements de pétrole non exploités

Climat: tropical; globalement très chaud et humide; saison des pluies, de type mousson (de juin à novembre) accompagnée de vents du sud-ouest; saison sèche (de décembre à mai) pendant laquelle souffle l'harmattan (nord-est)

Relief: la côte est essentiellement constituée de basses plaines; la savane s'étend sur les plateaux de l'est du pays

Affectation des sols:

- terres arables: 10,67 %
- cultures permanentes: 1,78 %
- autres: 87,55 % (estimation: 1998)

EUR

TOTAL UE

560 000,00

PAYS-BAS

560 000,00

Renforcement des capacités: aide à la structure nationale de lutte contre les mines

AFRIQUE

MOZAMBIQUE



Le Mozambique est l'un des pays les plus touchés au monde, héritage de la longue guerre civile. Les résultats de la première étude d'impact nationale, publiée en 2001, révèlent l'ampleur du problème et les conséquences graves de la contamination par les mines sur le développement socio-économique du pays. Le nombre de victimes a augmenté en 2001. On pense cependant qu'un grand nombre de victimes ne sont pas officiellement signalées aux autorités.

La lutte contre les mines est coordonnée au Mozambique par l'Institut national de déminage, un organisme gouvernemental semi-autonome. Un grand nombre d'organisations humanitaires de déminage travaillent dans le pays. Toutefois, on note des divergences entre les rapports dont on dispose concernant la superficie totale déminée.

L'action de la CE est liée au programme de reconstruction du gouvernement du Mozambique. L'aide de la CE porte essentiellement sur le déminage et le renforcement des capacités à l'échelon national.

Mozambique

Superficie (terrestre): 784 090 km²

Capitale: Maputo

Monnaie: metical (MZM)

Population: 19 607 519

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 900 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 35,46 ans
- hommes: 36,25 ans
- femmes: 34,65 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: charbon, titane, gaz naturel, énergie hydroélectrique, tantale, graphite

Climat: tropical à subtropical

Relief: basses terres situées principalement sur le littoral, hautes terres au centre, hauts plateaux au nord-ouest, montagnes à l'ouest

Affectation des sols:

- terres arables: 3,98 %
- cultures permanentes: 0,29 %
- autres: 95,73 % (estimation: 1998)

22

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**



© Campagna Italiana Contro la Mina

	EUR	
TOTAL UE	8 561 591,25	
DANEMARK	2 019 848,00	Contribution au programme de lutte contre les mines (troisième tranche de la subvention totale de 72 millions de DKK)
ALLEMAGNE	912 007,00	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures de protection et conseiller médical • Déminage dans la région du Limpopo • Évaluation du projet Limpopo
FRANCE	762 245,00	Déminage de proximité au nord de la région de Inhambane et réinstallation des populations locales
ITALIE	900 000,00	Transformation du programme accéléré de déminage et de l'Institut national de déminage
PAYS-BAS	1 394 726,00	<ul style="list-style-type: none"> • Déminage • Lutte intégrée contre les mines: déminage manuel et à l'aide de chiens, dressage de chiens
AUTRICHE	270 389,25	Lutte contre les mines axée sur la population dans le centre du Mozambique; renforcement des capacités locales et sensibilisation aux dangers des mines
FINLANDE	336 376,00	Déminage
SUÈDE	966 000,00	Déminage, sensibilisation aux dangers des mines, renforcement des capacités
CE	1 000 000,00	Renforcement des capacités nationales et réduction des zones: le calendrier national de déminage actuel doit devenir tenable. À cet effet, il y a lieu d'aider au renforcement des capacités nationales et de revoir les priorités nationales par l'intermédiaire d'un processus de réduction des zones. L'information obtenue grâce à l'étude technique permettra au gouvernement du Mozambique de réduire avec précision et en toute sécurité la superficie des zones où l'on suspecte des mines d'au moins 40 %. Les zones restantes seront ensuite prises en charge en vue de leur déminage par l'IND (Instituto Nacional de Desminagem)



AFRIQUE

SÉNÉGAL



La zone bordant la frontière avec la Guinée-Bissau est la plus infestée de mines, qui ont fait un grand nombre de victimes et causé une récession marquée de la production agricole locale. L'armée y effectue des travaux de déminage.

Sénégal

Superficie (terrestre): 192 000 km²

Capitale: Dakar

Monnaie: franc de la Communauté financière africaine (XOF). L'autorité responsable de la monnaie est la Banque centrale des pays de l'Afrique de l'Ouest

Population: 10 589 571 (estimation: 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 1 580 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

ensemble de la population:

- 62,93 ans (estimation: 2002)
- hommes: 61,29 ans
- femmes: 64,61 ans

Ressources naturelles: pêche, phosphates, minéral de fer

Climat: tropical chaud et humide.

La saison des pluies (de mai à novembre) est accompagnée de vents forts de sud-est.

La saison sèche (de décembre à avril) est caractérisée par de fortes chaleurs et le vent harmattan

Relief: principalement des plaines et des petites collines qui se transforment, dans le sud-est, en des massifs et des vallonnements

Affectation des sols:

- terres arables: 11,58 %
- cultures permanentes: 0,19 %
- autres: 88,23 % (estimation: 1998)



© Handicap International/Beijlun

24

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

	EUR	
TOTAL UE	228 674,00	
FRANCE	228 674,00	Casamance: appui à un projet d'assistance aux victimes des mines antipersonnel

SOMALIE

La situation n'a pas sensiblement évolué au cours des dix dernières années. Selon un rapport récent des Nations unies, 1,2 à 2 millions de mines auraient été posées en Somalie depuis 1997, entravant la liberté de mouvement, le commerce et l'accès des actions humanitaires. L'instabilité politique et militaire dans le pays et en particulier l'absence d'un véritable gouvernement central ont empêché toute activité de déminage efficace. Les régions du centre et du sud sont infestées de mines et d'engins non explosés. De grandes quantités de mines existent dans la région de Puntland, en particulier le long de la frontière éthiopienne à l'ouest de Galkayo. De nombreux rapports indiquent une poursuite de l'utilisation de mines dans plusieurs régions. La contamination par les mines affecte tous les aspects de la société somalienne.

Une étude d'impact complète a été réalisée au Somaliland, où une stratégie nationale contre les mines a été définie et où un grand nombre d'actions de déminage sont en cours. Le PNUD a créé le SMAC (Centre somalien de lutte contre les mines) et mis sur pied un programme d'action contre les mines en Somalie. L'aide de la CE porte sur le renforcement des structures de gestion de la lutte contre les mines.



Somalie

Superficie (terrestre): 627 337 km²

Capitale: Muqdisho

Monnaie: shilling somalien (SOS)

Population: 7 753 310

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 550 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 46,96 ans
- hommes: 45,33 ans
- femmes: 48,65 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: uranium et gisements — en grande partie non exploités — de minerai de fer, étain, gypse, bauxite, cuivre, sel

Climat: principalement désertique; de décembre à février, mousson du nord-est: températures modérées dans le nord et caniculaires dans le sud; de mai à octobre, mousson du sud-ouest: chaleur torride dans le nord et températures élevées dans le sud; précipitations irrégulières, périodes très chaudes et humides (tangambili) entre les moussons

Relief: plateau en grande partie monotone, parfois onduoyant, bordé de collines au nord

Affectation des sols:

- terres arables: 1,66 %
- cultures permanentes: 0,04 %
- autres: 98,3 % (estimation: 1998)

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **pas d'adhésion**

	EUR	
TOTAL UE	4 584 964,00	
DANEMARK	781 008,00	Contribution au programme de lutte contre les mines
ALLEMAGNE	714 086,00	<ul style="list-style-type: none"> • Déminage dans les régions de Togdheer et Gabiley • Évaluation
FRANCE	76 220,00	Renforcement des capacités locales de prise en charge des personnes handicapées
PAYS-BAS	636 650,00	Déminage
SUÈDE	877 000,00	Déminage, renforcement des capacités
CE	1 500 000,00	Déminage — renforcement des structures de gestion de la lutte contre les mines — réalisation de la LIS: la stratégie de la CE pour la mise en œuvre de l'aide spéciale en faveur de la Somalie souligne le problème des mines comme obstacle au développement socio-économique — une intervention s'impose

AFRIQUE

SOUDAN



Soudan

Superficie (terrestre): 2,376 millions de km²

Capitale: Khartoum

Monnaie: dinar soudanais (SDD)

Population: 37 090 298

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 1 360 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 57,33 ans
- hommes: 56,22 ans
- femmes: 58,5 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: pétrole; petits gisements de minerais de fer, cuivre, minerais de chrome, zinc, tungstène, mica, argent, or, énergie hydroélectrique

Climat: tropical dans le sud; aride et désertique dans le nord; saison des pluies d'avril à octobre

Relief: plaines en grande partie monotones, sans relief; zones montagneuses dans l'est et l'ouest

Affectation des sols:

- terres arables: 7,03 %
- cultures permanentes: 0,08 %
- autres: 92,89 % (estimation: 1998)

Après des dizaines d'années de conflit, le Soudan est particulièrement touché par les mines et les engins non explosés, qui empêchent le retour d'une grande partie des 4 millions de personnes déplacées et représentent une menace permanente pour la population. De plus, la superficie très vaste du pays complique les interventions. Néanmoins, les progrès enregistrés dans les négociations entre le gouvernement et les rebelles permettent d'espérer qu'un accord de paix pourra être conclu dans un futur proche. Une telle évolution permettrait l'installation d'un cadre favorable pour une action plus efficace à l'échelon national et une participation accrue de la communauté internationale.

La CE souhaite aider le Soudan à créer une vaste base d'informations fiables concernant la localisation, le type et l'impact des mines terrestres et des engins non explosés dans les zones de conflit passées et actuelles. Cependant, l'aide de l'UE repose sur la supposition que toutes les parties concernées par les activités d'étude et de déminage conviendront de la marche à suivre.

Une opération de déminage d'urgence dans la région des monts Nuba a été lancée avec l'aide du mécanisme de réaction rapide de la CE. La possibilité d'une poursuite de l'aide par le biais du Fonds européen de développement (FED) pourrait également être envisagée si la situation politique s'améliore.

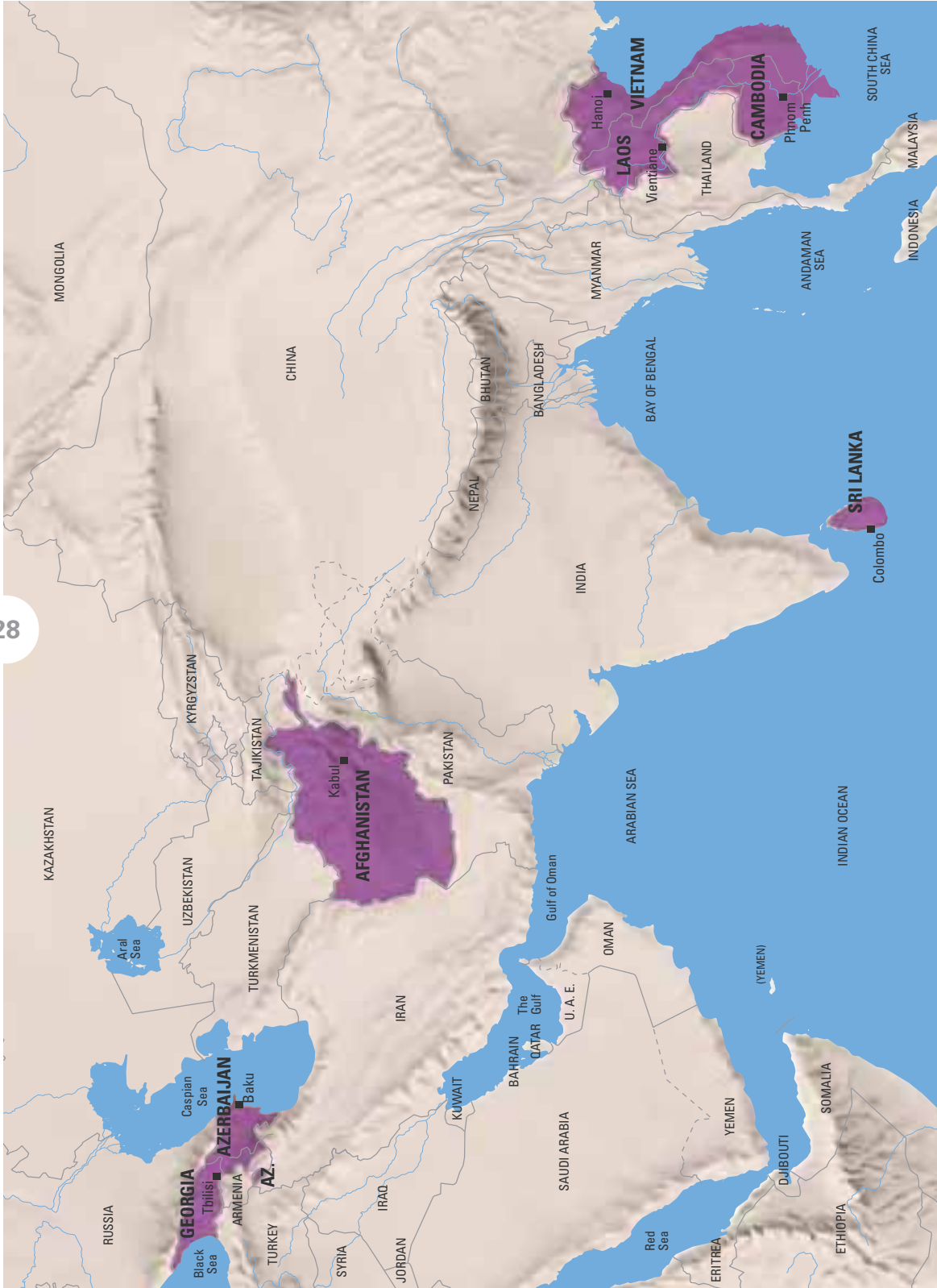


	EUR	
TOTAL UE	2 483 777,00	
DANEMARK	538 626,00	Contribution au programme de lutte contre les mines
ALLEMAGNE	502 151,00	<ul style="list-style-type: none"> • Chiens détecteurs de mines dans les monts Nuba • Soutien aux actions de sensibilisation aux dangers des mines • Sensibilisation aux dangers des mines dans les zones contrôlées par le GDS (gouvernement du Soudan) et l'ALPS (Armée de libération du peuple du Soudan)
ITALIE	158 000,00	Lutte d'urgence contre les mines
LUXEMBOURG	40 000,00	Programme de déminage
CE	1 245 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation aux dangers des mines et déminage: sensibilisation aux dangers des mines pour les acteurs non étatiques dans le sud du Soudan afin d'aider le Mouvement et l'Armée de libération du peuple du Soudan (MLPS/ALPS) à renforcer leurs capacités à mettre en œuvre le «Deed of Commitment» (DOC) au titre de l'appel de Genève pour l'adhésion à l'interdiction totale des mines terrestres antipersonnel et la coopération dans la lutte contre les mines • Déminage: une opération de déminage d'urgence dans la région des monts Nuba est lancée dans le cadre du MRR





ASIE





CONTRIBUTIONS RÉGIONALES

NORD DU CAUCASE

	EUR	
TOTAL UE	106 757,00	
DANEMARK	106 757,00	Contribution à la sensibilisation aux dangers des mines

© Campagna Italiana Controllo le Mine



ASIE — CAUCASE

AZERBAÏDJAN



Azerbaïdjan

Superficie (terrestre): 86 100 km²

Capitale: Bakou

Monnaie: manat d'Azerbaïdjan (AZM)

Population: 7 798 497

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 3 300 USD (estimation: 2002)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 63,06 ans
- hommes: 58,8 ans
- femmes: 67,53 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: pétrole, gaz naturel, minéral de fer, métaux non ferreux, alumine

Climat: sec, semi-aride dans la steppe

Relief: grande plaine de Koura-Araxe (Kur-Araz Ovaligi), dont la majeure partie est située en dessous du niveau de la mer, bordée par le Grand Caucase au nord et le Haut-Karabakh (Qarabag Yaylasi) à l'ouest; Bakou est située dans la péninsule d'Abseron (Abseron Yasaqligi) qui avance dans la mer Caspienne

Affectation des sols:

- terres arables: 19,31 %
- cultures permanentes: 3,04 %
- autres: 77,65 % (estimation: 1998)

Une évaluation globale de la contamination par les mines est encore nécessaire. En effet, le nombre de stocks de MAT abandonnés depuis la dissolution de l'ex-Union soviétique n'est toujours pas connu. Des mines ont été employées durant le conflit du Nagorno-Karabakh, mais également après l'armistice. Une étude d'impact de niveau est actuellement effectuée par l'Agence nationale d'Azerbaïdjan pour les actions antimines (ANAMA) avec l'aide de la CE.

Un plan national d'action antimines a été adopté en octobre 2001. Il décrit les activités, définit les priorités et fournit un cadre au programme d'action antimines de l'Azerbaïdjan de l'ANAMA et d'autres organisations de lutte contre les mines opérant dans le pays. Ce cadre se concentre sur la formation et le renforcement des capacités locales. Le rapatriement des personnes déplacées et la reprise d'activités socio-économiques normales dans les régions touchées par la guerre dépendent du succès de la réhabilitation des zones de conflit fortement contaminées par des MAT et des UXO.

L'amélioration de la situation politico-militaire est une condition sine qua non à l'accroissement de l'aide apportée par la CE.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **pas d'adhésion**

© Pablo Rupérez Pascualena — Ministry for Foreign affairs of Spain



30

EUR

TOTAL UE 816 636,00

ITALIE 200 000,00 Lutte contre les mines

PAYS-BAS 616 636,00 Déménagement

GÉORGIE

La Géorgie ne connaît pas de problème grave lié aux mines. Néanmoins, des rapports font état de l'utilisation de MAT par les deux parties au conflit d'Abkhazie au cours des deux dernières années. Même si certaines régions de l'Abkhazie sont truffées de mines, aucune aide importante de la CE ne peut être envisagée avant une amélioration de la situation politico-militaire.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **pas d'adhésion**



Géorgie

Superficie (terrestre): 69 700 km²

Capitale: Tbilissi

Monnaie: lari (GEL)

Population: 4 960 951

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 3 100 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 64,67ans
- hommes: 61,19 ans
- femmes: 68,32 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: forêts, énergie hydroélectrique, réserves de manganèse, minerais de fer, cuivre, petits gisements de pétrole et de charbon; le climat et le sol des régions côtières permettent de cultiver du thé et des agrumes

Climat: chaud et agréable; de type méditerranéen sur le littoral de la mer Noire

Relief: principalement montagneux, avec le Grand Caucase au nord et le Petit Caucase au sud; les basses terres de la Colchide (Kolkhet'is Dablobi) s'ouvrent sur la mer Noire à l'ouest; le bassin du fleuve Mtkvari se situe à l'est; le sol est fertile dans les plaines inondables de la vallée du fleuve ainsi que dans les contreforts des basses terres de Colchide

Affectation des sols:

- terres arables: 11,21 %
- cultures permanentes: 4,09 %
- autres: 84,7 % (estimation: 1998)

© Fabio Barghiacchi — EC



	EUR	
TOTAL UE	1 121 783,71	
ALLEMAGNE	160 040,00	Deux équipes de déminage manuel à Gali
PAYS-BAS	447 458,00	Déminage
ROYAUME-UNI	514 285,71	Déminage



ASIE — CENTRALE

CONTRIBUTIONS RÉGIONALES

AFGHANISTAN ET PAKISTAN

	EUR	
TOTAL UE	300 000,00	
LUXEMBOURG	300 000,00	Programme d'éducation aux dangers des mines antipersonnel



AFGHANISTAN

L'Afghanistan reste un des pays du monde les plus fortement affectés par les mines et les engins non explosés. Toutes les factions des interminables conflits armés ont utilisé des mines antipersonnel, qui ont été déployées sans discrimination dans la plus grande partie du pays. En outre, on ne dispose que d'informations limitées sur l'ampleur véritable du problème des mines et des UXO dans le pays. Le programme d'action antimines de l'ONU en Afghanistan (MAPA) y coordonne le programme humanitaire de lutte contre les mines. Un plan d'action stratégique contre les mines a été élaboré afin d'éliminer toutes les mines terrestres dans un délai de sept à dix ans à un coût estimé à 700 millions de dollars des États-Unis (USD).

Le gouvernement de transition a fait de la lutte contre les mines un domaine prioritaire pour la reconstruction. Le gouvernement afghan a signé l'instrument d'adhésion au traité d'interdiction des mines en juillet 2002.

Plusieurs études ont été réalisées en Afghanistan au cours des dix dernières années. Une étude d'impact complète a été lancée en 2002 et donnera une image détaillée des zones à haut risque et prioritaires identifiées par le passé.

À ce jour, la majeure partie du soutien communautaire à la lutte contre les mines a été fournie par le biais de l'assistance supplémentaire à la réhabilitation au titre de la ligne budgétaire géographique. Le mécanisme de réaction rapide a également apporté une aide importante par le passé.



Afghanistan

Superficie (terrestre): 647 500 km²

Capitale: Kaboul

Monnaie: afghani (AFA)

Population: 27 755 775

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 800 USD (estimation: 2000)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 46,6 ans
- hommes: 47,32 ans
- femmes: 45,85 ans (estimation: 2001)

Ressources naturelles: gaz naturel, pétrole, charbon, cuivre, chromite de fer, talc, barytes, soufre, plomb, zinc, minerais de fer, sel, pierres précieuses et semi-précieuses

Climat: aride à semi-aride; hivers froids et étés très chauds

Relief: montagnes escarpées, pour l'essentiel; plaines dans le nord et le sud-ouest

Affectation des sols:

- terres arables: 12,13 %
- cultures permanentes: 0,22 %
- autres: 87,65 % (estimation: 1998)

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

	EUR	
TOTAL UE	29 055 708,85	
BELGIQUE	587 615,00	<ul style="list-style-type: none"> • Programme de neutralisation des UXO et renforcement des capacités • Fourniture d'un système de gestion de la base de données et d'informations sur les mines
DANEMARK	2 693 131,00	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution au programme de lutte contre les mines (première tranche d'une subvention totale de 34,5 millions de DKK pour 2002-2004) • Contribution au programme de lutte contre les mines

ASIE — CENTRALE

AFGHANISTAN

	EUR	
ALLEMAGNE	6 197 364,00	<ul style="list-style-type: none"> Centre pour les chiens détecteurs de mines (MDC): frais d'exploitation OMAR: frais d'exploitation de deux équipes de déminage mécanique et de quatre équipes de déminage manuel Construction d'une clinique vétérinaire sur le site du MDC à Kaboul Programme de sensibilisation aux dangers des mines pour les femmes et les enfants dans cinq grandes villes d'Afghanistan Frais d'exploitation de quinze équipes d'étude supplémentaires UNMAS/MCPA Groupes de chiens détecteurs de mines du MDC et équipes d'ATC (conseillers techniques afghans) en NME (neutralisation de munitions) supplémentaires Programme de sensibilisation des communautés aux dangers des mines dans le sud-ouest de l'Afghanistan Programme global d'aide aux Afghans handicapés (CDAP) à Farah Détachement d'un expert du déminage au centre pour les chiens détecteurs de mines (MDC) Détachement d'un vétérinaire allemand au MDC pendant deux mois Détachement de conseillers techniques nationaux en NME au Centre des actions contre les mines des Nations unies pour l'Afghanistan (Unmaca) (sept mois) Détachement d'un conseiller technique au RMAC (centre régional d'action antimines) à Herat (neuf mois)
IRLANDE	410 000,00	Programme de déminage
ITALIE	1 000 000,00	Lutte contre les mines
PAYS-BAS	2 430 100,00	<ul style="list-style-type: none"> Lutte intégrée contre les mines, coordination et renforcement des capacités Déminage
AUTRICHE	1 175 356,00	<ul style="list-style-type: none"> Assistance aux victimes Soutien technique à l'OMAR (organisation pour le déminage et la réhabilitation de l'Afghanistan)
FINLANDE	1 000 000,00	Déminage
SUÈDE	305 000,00	Contrôle qualité
ROYAUME-UNI	2 857 142,85	Déminage
CE	10 400 000,00	Renforcement des capacités/équipement — déminage: les zones à haut risque et prioritaires identifiées avant le 11 septembre 2001 doivent être actualisées (LIS en cours); on estime actuellement qu'environ 800 km ² ont été contaminés par de nouveaux déploiements de mines, en plus de la présence de nouveaux engins non explosés et de bombes à fragmentation à la suite des bombardements de dépôts de munitions par la coalition
ALLEMAGNE	Contribution en nature	<ul style="list-style-type: none"> Don de détecteurs, d'équipements, d'ambulances, de chiens, de médicaments (valeur estimée: 247 166,00 EUR) Halo Trust: équipements de déminage (détecteurs)
ESPAGNE	Contribution en nature	Dans le cadre de la force internationale de sécurité (ISAF) en Afghanistan, l'Espagne a également déployé trois groupes de déminage qui travaillent essentiellement au déminage des routes et des lieux de travail
AUTRICHE	Contribution en nature	Unocha: don de détecteurs de mines (valeur estimée: 245 200,00 EUR)



CONTRIBUTIONS RÉGIONALES

ASIE DU SUD-EST

	EUR	
TOTAL UE	25 565,00	
ALLEMAGNE	25 565,00	Atelier régional (Asie du Sud-Est) sur l'assistance aux victimes à Bangkok



ASIE — PACIFIQUE

CAMBODGE



Cambodge

Superficie (terrestre): 176 520 km²

Capitale: Phnom Penh

Monnaie: riel (KHR)

Population: 12 775 324

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 1 500 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 57,1 ans
- hommes: 54,81 ans
- femmes: 59,5 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: bois, pierres gemmes, minerais de fer (en faible quantité), manganèse, phosphates, potentiel hydroélectrique

Climat: tropical; saison des pluies et mousson (de mai à novembre); saison sèche (de décembre à avril); faible amplitude thermique entre les saisons

Relief: basses plaines monotones, pour l'essentiel; montagnes dans le sud-ouest et au nord

Affectation des sols:

- terres arables: 20,96 %
- cultures permanentes: 0,61 %
- autres: 78,43 % (estimation: 1998)

Le Cambodge fait partie des pays du monde les plus affectés par les MAT et UXO. Les 24 provinces du pays sont toutes touchées et la superficie totale où l'on suspecte des mines représente à peu près 2,5 % du territoire. Les séquelles de la guerre ont toujours des effets dévastateurs sur les fondements économiques, sociaux et culturels du pays. Les mines posées par les différentes parties au conflit cambodgien continuent de mutiler et tuer des civils et de rendre les terres agricoles dangereuses. Même si le nombre de victimes a diminué au cours des dernières années, il demeure élevé. En 2001, la moyenne mensuelle était de 67 victimes. On estime à plus de 36 000 le nombre de personnes ayant survécu à un accident dû aux mines. En général, elles sont aidées par leur famille.

Le déminage est identifié comme domaine prioritaire dans le document de stratégie nationale CE-Cambodge pour 2000-2003. En 2002, ECHO a financé trois ONG en vue de la réalisation d'opérations de déminage dans des zones à haut risque. À l'avenir, des moyens supplémentaires seront alloués par le biais de la ligne budgétaire géographique.

36

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**



© Handicap International Belgium

	EUR	
TOTAL UE	10 487 938,04	
BELGIQUE	399 216,00	Déminage: assistance technique au Centre cambodgien d'action contre les mines (CCAM) pour des opérations de déminage
ALLEMAGNE	1 018 489,00	<ul style="list-style-type: none"> • Déminage dans les provinces de Siem Reap et Oddar Meanchey • Système d'information sur les mines et UXO ainsi que les victimes au Cambodge (CMVIS)
FRANCE	1 148 631,00	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution volontaire au PNUD de déminage • Appui à un contrôle qualité technique des zones déminées/dépolluées par le CCAM; mise à disposition d'un contrôleur qualité • Soutien à l'extension du centre hospitalier (d'assistance aux victimes handicapées) de Kompong Thom • Déminage des sites archéologiques des temples de Koh Ker et Preah Vihear
LUXEMBOURG	167 306,25	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux enfants handicapés — intervention à base communautaire dans les provinces de Takeo, Kompong Cham, Sisophon et Battambang • Soutien au développement des capacités des personnes handicapées dans la communauté • Soutien au Centre de formation professionnelle pour personnes handicapées de Bantey Prieb, province de Kandal
PAYS-BAS	3 370 603,00	<ul style="list-style-type: none"> • Déminage • Lutte intégrée contre les mines
FINLANDE	1 110 041,00	Déminage, base de données des victimes et sensibilisation aux dangers des mines
SUÈDE	1 620 000,00	Contribution au CCAM
ROYAUME-UNI	793 651,79	Centre cambodgien d'action contre les mines
CE	860 000,00	Opérations de déminage visant à réduire le nombre de victimes des mines et UXO dans les zones à risques de quatre provinces: Oddar Meanchey, Preah Vihear, Battambang et Beantey Meanchey
BELGIQUE	Contribution en nature	Experts militaires en déminage en qualité de conseillers techniques auprès du CCAM

ASIE — PACIFIQUE

LAOS



Laos

Superficie (terrestre): 230 800 km²

Capitale: Vientiane

Monnaie: kip (LAK)

Population: 5 777 180

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 1 630 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 53,88 ans
- hommes: 51,95 ans
- femmes: 55,87 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: bois, énergie hydroélectrique, gypse, étain, or, pierres gemmes

Climat: tropical, avec mousson; saison des pluies (de mai à novembre) et saison sèche (de décembre à avril)

Relief: montagnes escarpées, principalement; quelques plaines et plateaux

Affectation des sols:

- terres arables: 3,47 %
- cultures permanentes: 0,23 %
- autres: 96,3 % (estimation: 1998)

On estime qu'il y a au Laos plus de 9 millions de bombes non explosées (essentiellement des bombes miniatures BLU-26), qui deviennent de facto des mines antipersonnel lorsqu'elles n'explosent pas à l'impact. Elles restent de ce fait une menace pendant des années ou même des décennies. La première menace pour les civils est donc constituée par les bombes non explosées et non par les mines antipersonnel, bien que les deux types d'engins soient présents. La population civile n'établit toutefois pas bien la différence entre eux puisqu'ils explosent si on marche dessus, si on les heurte ou si on ne les manie pas convenablement. En 1996, les Nations unies ont estimé qu'il restait 500 000 tonnes de munitions non explosées au Laos.

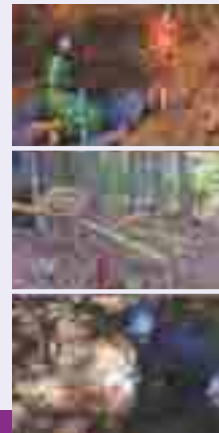
La réalisation d'actions efficaces contre les mines est souvent entravée par une coordination inadéquate à l'échelon national. Depuis le milieu de l'année 2002, un manque de volonté politique, une autonomie de gestion réduite et un manque de transparence ainsi que des ressources financières inappropriées sont venus s'ajouter aux difficultés existantes. Dans ce contexte, la création éventuelle d'une autorité nationale de lutte contre les munitions non explosées serait une amélioration.

Le document de stratégie nationale CE-Laos cite le développement rural comme priorité pour le pays. À cet égard, une éventuelle assistance aux victimes et des mesures de sensibilisation aux dangers des munitions non explosées ainsi que leur élimination devraient donner un élan important au développement économique. En 2002, l'aide de la CE portait essentiellement sur l'élimination des mines et munitions non explosées.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **pas d'adhésion**



© Handicap International Belgium



	EUR	
TOTAL UE	5 026 508,11	
BELGIQUE	560 135,00	Déminage dans la province de Champassak
DANEMARK	1 117 649,00	Contribution au programme de lutte contre les mines (deuxième tranche)
ALLEMAGNE	745 212,00	Élimination des mines et UXO à Houaphan et dans les monts Luang Prabang
ITALIE	150 000,00	Programme national contre les UXO
LUXEMBOURG	539 452,11	<ul style="list-style-type: none"> • Dépollution de champs de cultures d'UXO • Projet de réhabilitation à base communautaire • Formation et soutien aux services de kinésithérapie de trois hôpitaux centraux et quatre hôpitaux régionaux
PAYS-BAS	514 060,00	Contribution au programme UXO-LAO: élimination des UXO
FINLANDE	300 000,00	Élimination des UXO et des mines
CE	1 100 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • Déminage et sensibilisation aux dangers des mines: essentiel pour le développement des zones rurales • Élimination des mines et UXO: la province laotienne de Savannakhet, dotée d'un potentiel économique considérable, est truffée d'UXO. On note un besoin permanent d'aide dans le domaine de l'assistance aux victimes, de la sensibilisation et de la dépollution en vue de développer les zones rurales. Il convient de renforcer la volonté nationale ainsi que les capacités d'UXO-LAO, un projet axé sur le dernier point
BELGIQUE	Contribution en nature	Quatre experts en déminage en qualité de conseillers techniques auprès du Lao national unexploded ordnance programme

ASIE — PACIFIQUE

SRI LANKA



Sri Lanka

Superficie (terrestre): 64 740 km²

Capitale: Colombo (Sri Jayewardenepura Kotte est la capitale législative)

Monnaie: roupie sri-lankaise (LKR)

Population: 19 576 783

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 3 250 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 72,35 ans (estimation: 2002)
- hommes: 69,83 ans
- femmes: 75 ans

Ressources naturelles: calcaire, graphite, sables minéraux, pierres précieuses, phosphates, argile, énergie hydroélectrique

Climat: tropical de mousson (au nord-est, mousson de décembre à mars; au sud-ouest, mousson de juin à octobre)

Relief: plaines monotones et onduyantes, montagnes au centre-sud du pays

Affectation des sols:

- terres arables: 13,43 %
- cultures permanentes: 15,78 %
- autres: 70,79 % (estimation: 1998)

Les MAT ont été largement utilisées tant par le gouvernement que par les rebelles. La contamination par les mines a une grande influence sur le développement économique parce qu'elle touche de vastes superficies de terres agricoles fertiles et certaines des zones les plus densément peuplées. Les mines empêchent également le retour des populations déplacées. Bien que l'on ne dispose pas de statistiques nationales fiables, on estime que les mines font plusieurs centaines de victimes chaque année.

En 2002, la CE a fourni une aide importante aux programmes de déminage et de sensibilisation au risque des mines par l'intermédiaire d'ECHO, ainsi que des fonds supplémentaires pour le renforcement des capacités locales.

	EUR	
TOTAL UE	4 707 970,00	
DANEMARK	403 970,00	Contribution au programme de lutte contre les mines
ITALIE	400 000,00	Lutte contre les mines
SUÈDE	54 000,00	Renforcement des capacités, soutien logistique
CE	3 850 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • LIS et déminage: pour assurer le retour en toute sécurité des populations déplacées à la suite de la guerre dans leur région d'origine et, partant, contribuer à la reprise économique et à la reconstruction des provinces septentrionales et orientales de Sri Lanka • Études, déminage et sensibilisation aux dangers des mines: pour assurer le retour en toute sécurité des populations déplacées à la suite de la guerre dans leur région d'origine du nord et de l'est

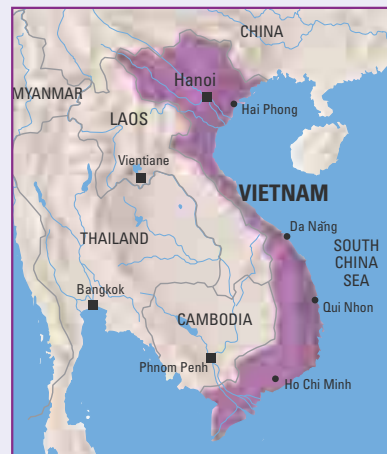


Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **pas d'adhésion**

VIÊT NAM

Si le Viêt Nam est un ancien producteur de MAT, les autorités en place ne se sont guère montrées enclines à fournir des informations sur la politique actuelle. On ne connaît pas la taille des stocks. L'Observatoire des mines terrestres fait état d'estimations du gouvernement selon lesquelles environ 5 % du pays sont toujours infestés de mines et de munitions non explosées. À ce jour, les opérations de déminage ont essentiellement été réalisées par l'armée nationale, MAG (Mines Advisory Group) et des entreprises commerciales engagées en sous-traitance par des organisations étrangères. La plupart des projets internationaux d'action contre les mines se concentrent dans la province de Quang Tri. Au niveau national, la priorité est donnée à l'élimination des MAT et des UXO en appui au développement économique, spécialement en ce qui concerne des projets importants d'infrastructure de transport, comme les routes et les ponts.

Le Viêt Nam n'a pas signé la convention d'Ottawa, ce qui limite la portée d'une assistance éventuelle de la CE. Les États-Unis ont fait savoir qu'ils étaient prêts, sous condition, à soutenir financièrement la réalisation d'une étude d'impact complète.



Viêt Nam

Superficie (terrestre): 325 360 km²

Capitale: Hanoi

Monnaie: đồng (VND)

Population: 81 098 416

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 2 100 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 69,86 ans
- hommes: 67,4 ans
- femmes: 72,5 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: phosphates, charbon, manganèse, bauxite, chromate, gisements de pétrole et de gaz au large des côtes, forêts, énergie hydroélectrique

Climat: tropical dans le sud; mousson dans le nord avec une saison des pluies très chaude (de la mi-mai à la mi-septembre) et une saison sèche et chaude (de la mi-octobre à la mi-mars)

Relief: deltas au sud et au nord, à basse altitude; hauts plateaux au centre; collines et montagnes tout au nord et au nord-ouest du pays

Affectation des sols:

- terres arables: 17,41 %
- cultures permanentes: 4,71 %
- pâturages permanents: 1 %
- autres: 77,88 % (estimation: 1998)

	EUR	
TOTAL UE	1 950 689,00	
ALLEMAGNE	1 653 217,00	<ul style="list-style-type: none"> • Élimination des MAT et des UXO dans la province de Hue • Élimination des MAT et des UXO dans la province de Quang Tri • Centre orthopédique
LUXEMBOURG	297 472,00	Mise en place d'une unité spinale à Hô Chi Minh-Ville: soins et réhabilitation des paratétraplégiques



AMÉRIQUE CENTRALE





CONTRIBUTIONS RÉGIONALES

	EUR	
TOTAL UE	250 000,00	
ITALIE	250 000,00	Organisation des États américains: lutte contre les mines au Honduras et au Costa Rica

© Norwegian People's Aid



AMÉRIQUE CENTRALE

HONDURAS



Le Honduras a fait des progrès considérables dans l'élimination des mines posées au cours du conflit du Nicaragua dans les années 80. Le pays est désormais pratiquement débarrassé des mines.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

Honduras

Superficie (terrestre): 111 890 km²

Capitale: Tegucigalpa

Monnaie: lempira (HNL)

Population: 6 560 608

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 2 600 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 68,77 ans (estimation: 2002)
- hommes: 67,11 ans
- femmes: 70,51 ans

Ressources naturelles: bois, or, argent, cuivre, plomb, zinc, minerai de fer, antimoine, charbon, pêche et énergie hydroélectrique

Climat: subtropical en plaine et tempéré dans les montagnes

Relief: très montagneux à l'intérieur des terres et plaines près des côtes

Affectation des sols:

- terres arables: 15,15 %
- cultures permanentes: 3,13 %
- autres: 81,72 % (estimation: 1998)

EUR

TOTAL UE	105 000,00	
ESPAGNE	105 000,00	Financement du programme d'assistance pour la lutte intégrée contre les mines antipersonnel en coopération avec l'Organisation des États américains (OEA)



NICARAGUA

Des années de conflit interne ont laissé au Nicaragua un très grand nombre de mines et d'engins non explosés. Des progrès significatifs ont été enregistrés au cours des dernières années en vue de la réalisation de l'objectif de destruction des stocks de mines pour l'échéance de 2003. Cependant, en mars 2002, plus de 60 000 mines étaient toujours enfouies, alors que les travaux d'identification de zones probablement minées se poursuivent. En avril 2001, la frontière entre le Nicaragua et le Costa Rica a été déclarée première zone déminée du pays. De nouvelles victimes des mines, dont des décès, ont été répertoriées en 2002, mais leur nombre demeure relativement faible.

L'OEA a pris la tête de la gestion des besoins en aide financière du plan national nicaraguayen de déminage. La CE s'est engagée à allouer 1,3 million d'euros en 2002 pour l'élimination des mines et la destruction des stocks. Les opérations de déminage progressent à un rythme satisfaisant et ont été très bénéfiques à la population locale. L'échéance pour l'achèvement du déminage est 2005. Le Nicaragua a accueilli avec succès la troisième réunion des États parties au traité de prohibition des mines à Managua en septembre 2001.



Nicaragua

Superficie (terrestre): 120 254 km²

Capitale: Managua

Monnaie: cordoba oro (NIO)

Population: 5 023 818

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 2 500 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 69,37 ans
- hommes: 67,39 ans
- femmes: 71,44 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: or, argent, cuivre, tungstène, plomb, zinc, bois, pêche

Climat: tropical dans les basses terres; plus frais dans les régions montagneuses

Relief: grandes plaines côtières sur la façade atlantique, qui s'étendent jusqu'aux montagnes du centre du pays; plaines littorales étroites sur le versant Pacifique, entrecoupées de volcans

Affectation des sols:

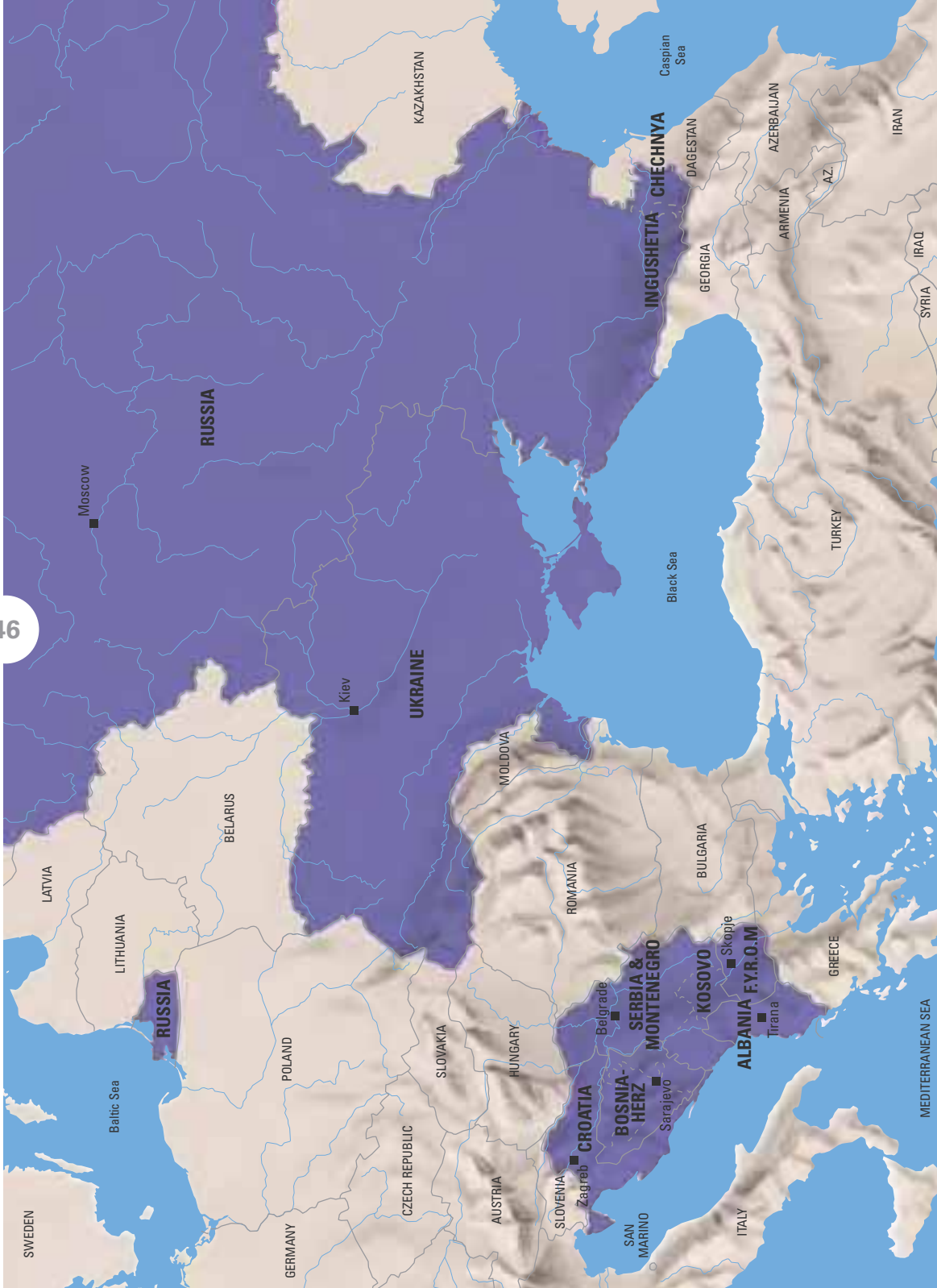
- terres arables: 20,24 %
- cultures permanentes: 2,38 %
- autres: 77,38 % (estimation: 1998)

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

	EUR	
TOTAL UE	4 663 002,00	
DANEMARK	1 885 192,00	Contribution au programme de lutte contre les mines (deuxième tranche d'une subvention totale de 53,3 millions de DKK)
ESPAGNE	75 000,00	Financement du programme de réadaptation et de rééducation des victimes des mines antipersonnel en Amérique centrale (en coopération avec l'Organisation des États américains)
FRANCE	80 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à des actions de déminage • En marge de la coopération civile française, formation d'officiers nicaraguayens dans le centre de formation spécialisé en déminage de l'École supérieure et d'application du génie d'Angers
LUXEMBOURG	293 900,00	Renforcement du système de réinsertion global des personnes en situation de handicap dans le département d'Esteli, au nord-ouest du Nicaragua
AUTRICHE	82 910,00	Assistance aux victimes des mines et réhabilitation au Río Coco
SUÈDE	346 000,00	Déminage, renforcement des capacités, assistance technique, suivi, logistique
ROYAUME-UNI	600 000,00	Déminage
CE	1 300 000,00	Déminage et destruction des stocks: une aide au déminage et à la destruction des stocks a été demandée par le gouvernement à certains États membres de l'Union et à la CE



EUROPE



CONTRIBUTIONS RÉGIONALES

EUROPE DU SUD-EST

	EUR	
TOTAL UE	2 850 000,00	
CE	2 850 000,00	Frontières de l'Europe du Sud-Est: équipes communes transfrontalières de déminage: les zones frontalières Croatie et Serbie-et-Monténégro sont truffées de mines et d'UXO; le déminage de tous les sites transfrontaliers sensibles entre les nouveaux États des Balkans demeure une priorité humanitaire et politique élevée



EUROPE

ALBANIE



L'Albanie a achevé la destruction de ses stocks en 2002. La majeure partie de la zone frontalière avec le Kosovo est contaminée. Cependant, vu la proximité de la plupart des zones contaminées avec la frontière, le nombre de victimes reste faible. Le PNUD a fourni une aide précieuse au développement d'un programme national de lutte contre les mines. Les autorités nationales ont demandé une aide supplémentaire à la communauté internationale.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

Albanie

Superficie (terrestre): 27 398 km²

Capitale: Tirana

Monnaie: lek (ALL)

Population: 3 544 841

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 4 500 USD (estimation: 2002)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 72,1 ans
- hommes: 69,27 ans
- femmes: 75,14 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: pétrole, gaz naturel, charbon, chrome, cuivre, bois, nickel, énergie hydroélectrique

Climat: doux et tempéré; hivers froids, caractérisés par une nébulosité et d'abondantes précipitations; étés très chauds et secs, avec ciel dégagé; plus frais et plus humide à l'intérieur du pays

Relief: montagnes et collines, pour l'essentiel; littoral bordé de petites plaines

Affectation des sols:

- terres arables: 21,09 %
- cultures permanentes: 4,45 %
- autres: 74,46 % (estimation: 1998)



© Campagna Italiana Contro le Mine

48

	EUR	
TOTAL UE	463 730,00	
ALLEMAGNE	300 000,00	Déminage le long des zones frontalières avec le Kosovo
LUXEMBOURG	100 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de déminage le long de la frontière de l'Albanie avec le Kosovo • Traitement et réhabilitation des victimes de mines antipersonnel
PAYS-BAS	63 730,00	NAMSA (Agence d'entretien et d'approvisionnement de l'OTAN): destruction des stocks de mines antipersonnel

BOSNIE-ET-HERZÉGOVINE

Après trois ans et demi de guerre, la Bosnie-et-Herzégovine est probablement le pays d'Europe le plus touché par les mines. La nouvelle loi sur le déminage, adoptée en février 2002, renforcera la position de la Commission pour le déminage. Les stocks de mines ont été détruits et une étude d'impact est en cours. Elle doit s'achever à la mi-2004. Le déminage progresse à un rythme satisfaisant.

La CE a fourni une aide considérable aux actions antimines en Bosnie-et-Herzégovine en 2002. Parmi celles-ci figuraient des opérations de déminage visant à faciliter le retour des réfugiés [par l'intermédiaire du programme CARDS (programme d'assistance communautaire à la reconstruction, au développement et à la stabilisation) de l'UE] ainsi qu'une aide à l'étude d'impact en cours.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

	EUR	
TOTAL UE	7 685 879,88	
ALLEMAGNE	1 692 937,00	<ul style="list-style-type: none"> Déminage en Posavina Déminage à Donja Tramosnica, Orlovo Polje et Njivak Déminage à Pritoka, Bihać Déminage à Gornji Vakuf-Uskoplje Évaluation du projet de Pritoka Déminage à Bosanska Krupa
GRÈCE	611 270,00	Centre international de déminage humanitaire
ITALIE	1 825 000,00	Coordination des actions antimines et prévention des accidents dus aux mines
AUTRICHE	115 544,88	Rééducation des victimes des mines à Sarajevo
FINLANDE	709 128,00	Déminage et assistance aux victimes
SUÈDE	432 000,00	Renforcement des capacités, déminage, sensibilisation aux dangers des mines
CE	2 300 000,00	<ul style="list-style-type: none"> Déminage: activités de déminage indispensables au retour des réfugiés et des populations déplacées en Bosnie-et-Herzégovine Étude d'impact: la localisation des champs de mines n'est pas encore précise — une LIS serait utile au pays et à la communauté des bailleurs de fonds
ESPAGNE	Contribution en nature	En Bosnie-et-Herzégovine, l'Espagne coopère avec deux groupes de déminage et supervise les opérations de déminage de responsables nationaux



Bosnie-et-Herzégovine

Superficie (terrestre): 51 129 km²

Capitale: Sarajevo

Monnaie: mark convertible (BAM)

Population: 3 964 388

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 1 800 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 72,02 ans
- hommes: 69,3 ans
- femmes: 74,93 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: charbon, fer, bauxite, manganèse, forêts, cuivre, chrome, plomb, zinc, énergie hydroélectrique

Climat: étés chauds et hivers froids; les moyennes montagnes sont caractérisées par des étés brefs et frais ainsi que des hivers longs et rigoureux; hivers doux et humides le long du littoral

Relief: montagnes et vallées

Affectation des sols:

- terres arables: 9,8 %
- cultures permanentes: 2,94 %
- autres: 87,26 % (estimation: 1998)

EUROPE

CROATIE



Croatie

Superficie (terrestre): 56 414 km²

Capitale: Zagreb

Monnaie: kuna (HRK)

Population: 4 390 751

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 8 800 USD (estimation: 2002)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 74,13 ans
- hommes: 70,52 ans
- femmes: 77,96 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: pétrole, petites quantités de charbon, bauxite, minéral de fer de qualité inférieure, calcium, asphalte naturel, silice, mica, argiles, sel, énergie hydroélectrique

Climat: méditerranéen et continental; le climat continental prédomine, avec des étés chauds et des hivers froids; hivers doux et étés secs sur le littoral

Relief: varié; grandes plaines le long de la frontière hongroise, petits massifs montagneux et hautes terres sur la façade adriatique et dans les îles

Affectation des sols:

- terres arables: 23,55 %
- cultures permanentes: 2 %
- autres: 74,21 % (estimation: 1998)

Comme l'ancienne République socialiste fédérative de Yougoslavie était une grande productrice de mines, celles-ci furent utilisées en grande quantité durant la guerre de Croatie (1991-1995). Des relevés systématiques ont permis de réduire considérablement les zones suspectes, mais on estime néanmoins qu'il reste un demi-million de mines et d'engins non explosés à éliminer. La Croatie a augmenté les fonds alloués à la lutte contre les mines en 2001. Par ailleurs, le programme national d'action antimines vise à débarrasser la Croatie des mines d'ici à 2010.

La CE continue de soutenir la lutte contre les mines dans le pays, en particulier lorsqu'elle entre dans le cadre de travaux d'infrastructure appuyant les programmes de retour des réfugiés et des populations déplacées. Le financement passe souvent par le fonds international pour le déminage et l'assistance aux victimes des mines (ITF).

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

50



	EUR	
TOTAL UE	3 078 000,00	
ALLEMAGNE	800 000,00	Déminage
FRANCE	78 000,00	Aide à une action de déminage à Vucedol
LUXEMBOURG	200 000,00	Projet de déminage dans la région de Gornje Komarevo
CE	2 000 000,00	Déminage dans le cadre du programme de retour des réfugiés et des populations déplacées

KOSOVO, SERBIE-ET-MONTÉNÉGR

Le gouvernement yougoslave a entamé le processus d'adhésion au traité d'interdiction des mines mais n'a pas encore signé ce dernier. La destruction des stocks existants est en cours. On ne possède pas d'image claire concernant l'ampleur du problème ni les zones les plus touchées. Des relevés des champs de mines installés par l'armée yougoslave existaient, mais on ne sait pas grand-chose des activités réalisées par les forces paramilitaires. Les zones les plus touchées sont celles bordant les frontières avec le Kosovo et la Croatie. La Yougoslavie a signé un accord de coopération en matière de déminage avec le fonds international pour le déminage et l'assistance aux victimes des mines (ITF).

Le Centre d'action contre les mines des Nations unies au Kosovo a constaté que, grâce au soutien massif de la communauté des bailleurs de fonds, le Kosovo a pu être déclaré « libre de mines » en décembre 2001. Certains problèmes mineurs de munitions non explosées demeurent mais ils devraient être résolus au cours des prochaines années.



Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **pas d'adhésion**

	EUR	
TOTAL UE	181 433,00	
ALLEMAGNE	13 034,00	Détachement d'un expert allemand au MACC (Centre de coordination de la lutte contre les mines)
LUXEMBOURG	168 399,00	Soutien au Centre orthoprothétique national de Pristina
ESPAGNE	Contribution en nature	Au Kosovo, l'armée espagnole a déployé deux groupes de déminage dans des zones sensibles et dangereuses



Kosovo, Serbie-et-Monténégro

Superficie (terrestre): 102 136 km²

Capitale: Belgrade

Monnaie: nouveau dinar yougoslave (YUM)

Population: 10 656 929

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 2 370 USD (estimation: 2002)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 73,72 ans
- hommes: 70,78 ans
- femmes: 76,89 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: pétrole, gaz, charbon, antimoine, cuivre, plomb, zinc, nickel, or, pyrite, chrome, énergie hydroélectrique, terres arables

Climat: climat continental dans le nord, (hivers froids; étés très chauds et humides accompagnés de précipitations bien réparties); dans le centre, climat continental et méditerranéen; dans le sud, climat adriatique sur le littoral, caractérisé par des étés très chauds et secs et des automnes et hivers relativement froids, avec d'abondantes chutes de neige à l'intérieur du pays

Relief: extrêmement varié; plaines riches et fertiles au nord; à l'est, bassins et zones calcaires; au sud-est, vieilles montagnes et collines; au sud-ouest, côte à haute altitude, aucune île au large

Affectation des sols:

- terres arables: 36,34 %
- cultures permanentes: 3,44 %
- autres: 60,22 % (estimation: 1998)

Remarque: Statistiques fournies pour la Yougoslavie

EUROPE

ANCIENNE RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE



En raison des bombardements importants durant le conflit de 2001, les engins non explosés représentent un danger plus grave que les mines anti-personnel. L'utilisation de ces dernières a été plus limitée et s'est concentrée sur des zones spécifiques. Un grand nombre de bailleurs de fonds ont aidé le pays. Parmi ceux-ci, la CE a débloqué des fonds importants pour le déminage par le biais de son programme CARDS en 2002.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

Ancienne République yougoslave de Macédoine

Superficie (terrestre): 24 856 km²

Capitale: Skopje

Monnaie: denar (MKD)

Population: 2 054 800

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 5 000 USD (estimation: 2002)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 74,26 ans
- hommes: 72,01 ans
- femmes: 76,68 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: chrome, plomb, zinc, manganèse, tungstène, nickel, minerai de fer de qualité inférieure, amiante, soufre, bois, terres arables

Climat: étés et automnes chauds et secs; hivers relativement froids avec d'abondantes chutes de neige

Relief: territoire montagneux comportant des vallées et des dépressions profondes; trois grands lacs, chacun traversé par une frontière; le fleuve Vardar sépare le pays en deux parties

Affectation des sols:

- terres arables: 23,59 %
- cultures permanentes: 1,85 %
- autres: 74,56 % (estimation: 1998)

	EUR	
TOTAL UE	1 900 000,00	
CE	1 900 000,00	Déminage
GRÈCE	Contribution en nature	Don d'équipements de détection



✓ TCHÉTCHÉNIE
✓ INGOUCHIE

Le conflit interminable en Tchétchénie fait de cette région l'une des plus infestées de mines au monde. À ce jour, la pose de mines continue des deux côtés sans discrimination. Rien ne semble indiquer qu'aucune tentative n'est réellement faite pour recueillir des informations sur les zones minées. La situation continue de se détériorer à mesure que les combats intenses se poursuivent. Aucune opération de déminage humanitaire n'est en cours et rien ne laisse présager que des efforts sérieux pourraient être entrepris dans ce domaine dans un futur proche. On estime que le nombre de victimes est très élevé, mais on ne dispose d'aucune information fiable sur l'ampleur du problème. Eu égard à leur délabrement, les services de soins de santé de la région sont incapables de fournir même des soins de base aux victimes.

Les possibilités d'aide internationale d'envergure sont très limitées tant que les combats se poursuivent. À ce jour, l'aide a essentiellement porté sur la sensibilisation aux dangers des mines et à l'assistance aux survivants. La CE a fourni une aide humanitaire à la Tchétchénie (et à l'Ingouchie) par le biais d'ECHO.



Tchétchénie et Ingouchie

Superficie (terrestre): 16 995 800 km²

Capitale: Moscou

Monnaie: rouble russe (RUR)

Population: 144 978 573

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 8 800 USD (estimation: 2002)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 67,5 ans
- hommes: 62,29 ans
- femmes: 72,97 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: ressources naturelles considérables, notamment: importants gisements de pétrole, gaz naturel, charbon; nombreux minéraux stratégiques; bois

Climat: steppes dans le sud, continental et humide dans la majeure partie de la Russie d'Europe, subarctique en Sibérie et toundra dans le grand Nord; les hivers sont frais sur le littoral de la mer Noire et glaciaux en Sibérie; les étés sont chauds dans les steppes et frais sur le littoral arctique

Relief: plaines étendues et collines basses à l'ouest de l'Oural; vastes forêts de conifères et toundra en Sibérie; hautes terres et montagnes dans les zones frontalières du sud

Affectation des sols:

- terres arable: 7,46 %
- cultures permanentes: 0,11 %
- autres: 92,43 % (estimation: 1998)

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **pas d'adhésion**

	EUR	
TOTAL UE	250 000,00	
ITALIE	100 000,00	Assistance aux victimes dans le nord du Caucase
CE	150 000,00	Sensibilisation au risque des mines pour les enfants et les jeunes touchés par le conflit en Tchétchénie et en Ingouchie

EUROPE

UKRAINE



L'Ukraine a hérité de vastes stocks de mines terrestres antipersonnel de l'ex-Union soviétique. La nécessité de les détruire dans le délai de quatre ans imposé par le traité d'interdiction des mines fait obstacle à la ratification éventuelle du traité. L'existence d'un grand nombre de mines PFM-1 représente une menace supplémentaire. En effet, leur stockage pendant une longue période constitue un danger pour l'environnement. Des discussions sont en cours afin d'apporter une aide éventuelle en vue de développer une technologie de destruction des stocks de PFM-1.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **signé**

Ukraine

Superficie (terrestre): 603 700 km²

Capitale: Kiev (Kyiv)

Monnaie: hryvna (UAH)

Population: 48 396 470
(estimation: 2001)

PIB par habitant: parité de pouvoir
d'achat — 4 200 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 66,33 ans (estimation: 2002)
- hommes: 60,86 ans
- femmes: 72,06 ans

Ressources naturelles: minerai de fer, charbon, manganèse, gaz naturel, pétrole, sel, soufre, graphite, titane, magnésium, kaolin, nickel, mercure, bois, terres arables

Climat: tempéré continental, méditerranéen sur les côtes sud de la Crimée.

Précipitations très abondantes au nord et à l'ouest et faibles à l'est et au sud-est. Les hivers sont frais le long de la mer Noire, et de plus en plus rigoureux vers l'intérieur du pays. Les étés sont chauds sur la plus grande partie du pays et très chauds dans le sud

Relief: l'Ukraine est principalement constituée de plaines fertiles (steppes) et de plateaux. Les montagnes sont situées seulement à l'ouest (Carpates) et dans l'extrême sud, dans la péninsule de Crimée

Affectation des sols:

- terres arables: 57,1 %
- cultures permanentes: 1,73 %
- autres: 41,17 % (estimation: 1998)

54

© Campagna Italiana Contro le Mine



	EUR	
TOTAL UE	120 000,00	
PAYS-BAS	120 000,00	NAMSA (Agence d'entretien et d'approvisionnement de l'OTAN): destruction des stocks de mines antipersonnel



© Norwegian Peoples Aid





MOYEN-ORIENT



56



LIBAN

Le retrait israélien de la zone occupée du Sud-Liban en mai 2000 a révélé un haut niveau de contamination dans la région et un accroissement important des risques pour les civils. Les estimations du nombre de champs de mines au Liban sont très variables. De vastes portions de territoire dans le sud doivent encore être déminées, ce qui entrave le retour des personnes déplacées et l'activité économique, sociale et agricole locale. L'aide devrait se poursuivre en mettant l'accent sur le déminage humanitaire, la sensibilisation aux dangers des mines et le renforcement des capacités des agences de déminage du gouvernement et de l'armée. La présence de munitions non exploitées demeure un problème sérieux sur l'ensemble du territoire et principalement dans le sud.



Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **pas d'adhésion**

Liban

Superficie (terrestre): 10 230 km²

Capitale: Beyrouth

Monnaie: livre libanaise (LBP)

Population: 3 677 780

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 2 370 USD (estimation: 2002)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 71,19 ans
- hommes: 69,38 ans
- femmes: 74,38 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: calcaire, minerai de fer, sel, pays excédentaire en eau dans une région affectée par la sécheresse, terres arables

Climat: méditerranéen; doux à frais; hivers humides et étés très chauds et secs; importantes chutes de neige dans les montagnes pendant l'hiver

Relief: étroite plaine littorale; la vallée de la Beqaa (Al Biq'a) sépare le mont Liban de l'Anti-Liban

Affectation des sols:

- terres arables: 17,6 %
- cultures permanentes: 12,51 %
- autres: 69,89 % (estimation: 1998)

© Campagna Italiana Contro la Mine



	EUR	
TOTAL UE	884 587,00	
GRÈCE	884 587,00	Centre international de déminage humanitaire
ALLEMAGNE	Contribution en nature	Don de détecteurs de mines (valeur estimée: 27 872,00 EUR)

MOYEN-ORIENT

IRAQ



Iraq

Superficie (terrestre): 432 162 km²

Capitale: Bagdad

Monnaie: dinar iraquien (IQD)

Population: 24 683 313

(estimation: 2003)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 2 400 USD (estimation: 2002)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 67,81 ans
- hommes: 66,7 ans
- femmes: 68,99 ans (estimation: 2003)

Ressources naturelles: pétrole, gaz naturel, phosphates, soufre

Climat: principalement désertique; hivers frais voire froids et étés secs et très chauds avec un ciel parfaitement dégagé; en montagne (zones frontalières avec l'Iran et la Turquie), les hivers sont froids et peuvent s'accompagner de chutes de neige dont la fonte, au début du printemps, peut parfois causer de graves inondations dans le centre et le sud du pays

Relief: plaines étendues, principalement; marais au sud, le long de la frontière iranienne, caractérisés par de grandes zones inondées; zone montagneuse dans les régions frontalières avec l'Iran et la Turquie

Affectation des sols:

- terres arables: 11,89 %
- cultures permanentes: 0,78 %
- autres: 87,33 % (estimation: 1998)

Le service des actions contre les mines des Nations unies et plusieurs ONG pensent posséder une bonne image de la situation avant le conflit. Le nord, zone autonome kurde, est infesté de mines. C'est la seule région où les ONG ont continué à travailler durant le conflit. Certaines informations sont disponibles concernant la présence de mines le long de la frontière iranienne et dans les zones touchées par la guerre de 1991, mais aucune ONG n'a été autorisée à réaliser de relevés. L'Iraq est également parsemé d'engins non explosés.

Après la fin des hostilités, il s'impose d'urgence de déminer les routes pour les convois de transport de l'aide humanitaire aux populations déplacées. La deuxième priorité est le marquage des zones minées proches des camps de réfugiés ou des zones d'habitation au moyen d'études rapides réalisées par de petites équipes d'experts au service des ONG ou d'entreprises commerciales. Simultanément, une formation de base aux dangers des mines sera fournie aux populations vivant dans les zones à risques. Les opérations de déminage suivront.

Le 29 mars 2003, les Nations unies ont lancé un appel (Flash appeal) de 2 milliards d'USD pour l'Iraq incluant un volet «antimines» de 13 170 000 USD.

En 2003, ECHO a alloué 10 millions d'euros à une action immédiate de lutte contre les mines (montant non inclus dans les dépenses 2002 énumérées ci-dessus).

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **pas d'adhésion**

NORD DE L'IRAQ

	EUR	
TOTAL UE	2 067 651,79	
SUÈDE	1 274 000,00	Déminage, sensibilisation au risque des mines, renforcement des capacités dans le nord de l'Iraq
ROYAUME-UNI	793 651,79	Déminage dans le nord de l'Iraq

YÉMEN

La première étude d'impact complète au monde a été réalisée au Yémen par le SAC (Survey Action Centre) en 2000. L'étude a identifié 592 villages touchés dans 19 des 20 provinces yéménites. Sur cette base, le gouvernement a approuvé un plan stratégique national de lutte contre les mines sur cinq ans.

Les stocks de mines du Yémen ont été détruits en 2002.

Situation de l'adhésion au traité de prohibition des mines terrestres: **ratifié**

	EUR	
TOTAL UE	1 851 622,00	
ALLEMAGNE	791 622,00	<ul style="list-style-type: none"> Création d'un centre de dressage de chiens pour le déminage à Sanaa Détachement d'un expert allemand au YEMAP
ITALIE	500 000,00	Lutte contre les mines
PAYS-BAS	560 000,00	Renforcement des capacités, coordination et déminage, aide au Centre national de coordination de la lutte contre les mines (MACC)



© Jean-Jacques Patricia



Yémen

Superficie (terrestre): 527 970 km²

Capitale: Sanaa

Monnaie: rial yéménite (YER)

Population: 8 701 257

(estimation: juillet 2002)

PIB par habitant: parité de pouvoir d'achat — 820 USD (estimation: 2001)

Espérance de vie à la naissance:

- ensemble de la population: 60,59 ans
- hommes: 58,81 ans
- femmes: 62,46 ans (estimation: 2002)

Ressources naturelles: pétrole, pêche, sel gemme, marbre, petites veines de charbon, d'or, de plomb, de nickel et de cuivre, terres fertiles à l'ouest

Climat: essentiellement désertique; très chaud et humide sur la côte occidentale; tempéré dans les zones montagneuses de l'est qui connaissent la mousson; désert extrêmement chaud, sec et inhospitalier à l'est

Relief: étroite plaine côtière bordée de collines arrondies, de montagnes escarpées; plaines désertiques sur des plateaux découpés au centre, qui mènent au désert intérieur de la péninsule arabique

Affectation des sols:

- terres arables: 2,75 %
- cultures permanentes: 0,21 %
- autres: 97,04 % (estimation: 1998)

SUR LE PLAN MONDIAL

CONTRIBUTIONS À:

- ✓ ONU/UNMAS/PNUD/UNICEF/GICHD
- ✓ QUATRIÈME RÉUNION DES ÉTATS PARTIES AU TRAITÉ D'OTTAWA
- ✓ ICBL/OMT
- ✓ DIVERS

		ONU/UNMAS/PNUD/UNICEF/GICHD
		EUR
TOTAL UE	14 734 205,02	
ALLEMAGNE	106 560,00	GICHD: projets divers: programme de sponsorship, catalogues d'équipement de déminage, évaluation en Érythrée, en Éthiopie et au Yémen
GRÈCE	76 190,00	Fonds volontaire d'affectation spéciale des Nations unies pour l'assistance au déminage
FRANCE	56 098,00	GICHD: étude sur le rôle des militaires dans la lutte humanitaire contre les mines
IRLANDE	200 000,00	Fonds volontaire de déminage des Nations unies
ITALIE	407 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • GICHD: programme de sponsorship, contribution à l'unité de soutien à la mise en œuvre (ISU), évaluation des programmes de terrain • UNMAS: plan de réaction rapide
PAYS-BAS	1 143 526,00	UNMAS: coordination et aide aux activités de base
AUTRICHE	163 696,63	<ul style="list-style-type: none"> • PNUD: Angola/Mozambique: formation à la gestion pour les cadres intermédiaires des programmes d'action contre les mines • Aide à l'unité de soutien à la mise en œuvre (ISU)
FINLANDE	504 563,00	UNMAS: études et contrôle de la qualité
SUÈDE	648 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien au GICHD • UNMAS
ROYAUME-UNI	11 428 571,39	<ul style="list-style-type: none"> • UNMAS et PNUD: financement de base • UNMAS et PNUD: programmation par pays • Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD) • Unicef: financement de base
ALLEMAGNE	Contribution en nature	GICHD: aide d'un expert

QUATRIÈME RÉUNION DES ÉTATS PARTIES AU TRAITÉ D'OTTAWA

EUR

TOTAL UE	217 008,00	
BELGIQUE	9 915,00	Contribution financière: assistance au Centre de déminage de Genève pour l'appui à la convention
DANEMARK	26 931,00	Aide à la participation des pays en développement à la convention d'Ottawa
FRANCE	52 162,00	Organisation des diverses réunions tenues dans le cadre du suivi de la convention d'Ottawa (travaux intersessionnels et conférence des États parties de Genève, en septembre 2002): prise en charge des frais de participation de délégations étrangères
IRLANDE	50 000,00	Unité de soutien à la mise en œuvre (ISU)
AUTRICHE	18 000,00	Aide en matière de ressources humaines à la quatrième réunion des États parties
SUÈDE	27 000,00	Programme de sponsorship — convention d'Ottawa
CE	36 000,00	Réunions entre sessions à Genève — 3-7 février et 12-16 mai 2002 — interprétation: participation aux coûts des services de six interprètes à la réunion sur les travaux entre les sessions sur le mécanisme de la convention d'Ottawa

ICBL/OMT

EUR

TOTAL UE	1 919 698,03	
DANEMARK	53 863,00	ICBL: sensibilisation aux mines en 2002, processus d'Ottawa
ALLEMAGNE	97 903,00	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution à l'Observatoire des mines terrestres 2002 • Évaluation du problème mondial des mines terrestres
FRANCE	86 500,00	<ul style="list-style-type: none"> • ICBL: prise en charge des invitations de chercheurs de pays africains à la réunion de la campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel (Paris, 17-21 avril 2002) • ICBL: confection et publication du rapport annuel de l'Observatoire des mines (Landmine Monitor)
ITALIE	420 000,00	Séminaire des chercheurs du rapport annuel de l'Observatoire des mines terrestres et activités de communication (UNMAS)
PAYS-BAS	136 800,00	Contribution à l'Observatoire des mines terrestres, sensibilisation et prévention
AUTRICHE	65 901,88	ICBL: contribution à l'Observatoire des mines terrestres 2002
ROYAUME-UNI	158 730,15	Contribution à l'Observatoire des mines terrestres
CE	900 000,00	L'ICBL et l'Observatoire des mines terrestres méritent de recevoir l'aide de la CE pour réaliser leurs activités fondamentales de sensibilisation et de suivi de la situation mondiale au niveau des mines terrestres

SUR LE PLAN MONDIAL

DIVERS		
EUR		
TOTAL UE	3 056 278,64	
DANEMARK	406 663,00	<ul style="list-style-type: none"> Fonds mondial: contribution à la coordination de la lutte contre les mines DML (Danmark mod Landminer): sensibilisation
ALLEMAGNE	42 807,00	Évaluation des projets
ESPAGNE	537 625,00	<ul style="list-style-type: none"> Séminaire de formation (six semaines) au déminage humanitaire pour 25 participants de l'Angola et du Mozambique Trois séminaires (six semaines) au déminage humanitaire pour 75 participants afghans
FRANCE	105 980,00	<ul style="list-style-type: none"> Handicap International: campagne de sensibilisation des opinions publiques européennes et de médiatisation de l'action internationale contre les mines «Pour une terre sans mines» ITF/Handicap International: soutien à la formation de techniciens orthopédistes
ITALIE	100 000,00	Appel de Genève: appel aux acteurs non étatiques (UNMAS)
PAYS-BAS	1 144 300,00	<ul style="list-style-type: none"> CICR: assistance aux victimes HALO Trust: déminage — programme mondial de dressage de chiens Chili: conférence sur les mines de l'Instituto de Ecología Política
AUTRICHE	75 058,26	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation du programme autrichien d'action contre les mines ITF — Institut slovène de réhabilitation: assistance aux victimes et réhabilitation
SUÈDE	347 520,00	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de la contribution de l'Agence de développement internationale suédoise (SIDA) aux actions humanitaires de lutte contre les mines Normes en matière de mines (projet de l'UE)
ROYAUME-UNI	296 825,38	<ul style="list-style-type: none"> Subvention à l'action contre les mines en vue d'une publication sur les débris explosifs de guerre Conseils en matière de mines (conseil interne pour la coopération internationale — DFID)

ACTIVITÉS DE RECHERCHE DE L'UE

ÉTATS MEMBRES		
EUR		
TOTAL ÉTATS MEMBRES	748 050,62	
ALLEMAGNE	113 130,00	Soutien au secrétariat de l'ITEP
ROYAUME-UNI	634 920,62	<ul style="list-style-type: none"> Programme international de test et d'évaluation (ITEP) Programme de recherche pour l'action contre les mines (MAR)
BELGIQUE	Contributions en nature	<p>Comme indiqué dans les rapports précédents, la Belgique collabore à de nombreux projets de développement de nouvelles techniques de déminage. De plus, la Belgique conduit plusieurs projets de recherche en matière de détection des mines antipersonnel, tant nationaux que multinationaux. Ces recherches portent sur des domaines technologiques très variés. Par exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> Le développement ou l'essai d'équipements de protection. La détection de mines antipersonnel à partir de détecteurs nouveaux ou aux performances améliorées (tels que détecteurs de métaux-imageurs, radars géopénétrants, radiomètres, capteurs optiques dans le visible ou dans l'infrarouge). La détection de mines antipersonnel au moyen d'animaux (chiens ou rongeurs). Des méthodes d'enlèvement et de destruction des mines détectées. La détection et le jalonnement des champs de mines suspectés à partir de plates-formes aériennes. La planification des campagnes de déminage humanitaire dans les pays victimes, aux niveaux provincial et national. <p>Comme les années précédentes, l'accent a été mis sur la validation des performances théoriques par des campagnes d'essai sur le terrain.</p>
ESPAGNE	Contributions en nature	L'entreprise espagnole GTD Ingenieria de Sistemas de Software SA mène le programme Angel, financé par le fonds européen Eureka, portant sur la mise au point d'un système hautement technologique de déminage incluant la détection, la localisation et la neutralisation des mines. L'armée espagnole collabore au programme en fournissant des informations, des instructions et en gérant un camp de test.

63

CE		
EUR		
TOTAL CE	1 390 000,00	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CENTRE COMMUN DE RECHERCHE ✓ RECHERCHE ✓ SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION
Soutien au développement d'applications de biosenseurs	1 190 000,00	Évaluation des possibilités de nouveaux biosenseurs au moyen de cinq essais réalisés dans des pays différents et finalisation des normes concernant l'utilisation de ces biosenseurs avec le GICHD
Test et évaluation	200 000,00	Évaluation d'équipements de déminage existants et nouveaux afin de promouvoir l'équipement existant/nouveau le plus rentable et d'améliorer les capacités de déminage; appui au mandat du CEN (Comité européen de normalisation), avec l'approbation et le soutien du GICHD et l'UNMAS, pour finir de réunir les instruments et instructions nécessaires au déminage international

Contributions en nature

Étant donné que certaines opérations demeurent difficiles à chiffrer, certains États membres n'ont pas voulu les inclure dans leur liste de contributions.

Pour la France, c'est le cas des opérations qui font intervenir à différents niveaux les forces armées, à travers notamment:

- les formations au déminage assurées au profit de stagiaires étrangers par les centres spécialisés de formation au déminage de l'ESAG d'Angers et de l'échelon NEDEX de Villacoublay, au titre de la coopération militaire française (par exemple 20 stagiaires militaires libanais pour 85 000,00 EUR, 3 stagiaires, égyptien, sénégalais et belge, pour 1 734,00 EUR);
- la participation, notamment financière (au titre des contributions obligatoires), à des théâtres d'opérations extérieures, en particulier les missions de maintien de la paix, contenant un volet «démunage» (MONIC, Minuee, Minurso, FNUOD, FINUL, Monuik);
- la mise en place de missions d'experts ou d'évaluation temporaire, au titre de la coopération militaire (par exemple Liban pour 8 570,00 EUR, Sénégal pour 3 200,00 EUR, Tchad pour 142 000,00 EUR en 2001-2002, Bénin pour 53 000,00 EUR en 2001-2002, Ukraine pour 5 600,00 EUR en 2001-2002, Slovénie pour 2 637,00 EUR);

- la mise à disposition de personnels militaires (par exemple un officier détaché auprès du Centre international de déminage humanitaire de Genève pour un coût estimé à 60 980,00 EUR).

Bien que difficiles à quantifier financièrement, ces actions contribuent aussi aux besoins des populations civiles (par exemple lorsqu'elles aboutissent, pour ce qui est des actions conduites sur le terrain par les forces armées, à la dépollution des voies de communication et d'accès) et, plus généralement, aux efforts visant à renforcer les capacités institutionnelles locales en matière de formation au déminage.

C'est aussi le cas des contributions obligatoires ou volontaires versées par la France au titre de sa coopération multilatérale aux différents fonds et programmes des organisations et institutions internationales auxquelles elle appartient (PNUD, Unicef, OMS, CICR) et qui participent aux programmes de lutte contre les mines, en raison de la difficulté de définir précisément les quotes-parts affectées au déminage humanitaire.

D'autres actions, non géographiquement ciblées, méritent également d'être signalées en ce qui concerne en particulier la coopération avec les ONG et l'organisation de la conférence des États parties à Managua.

Déminage humanitaire

Le Centre commun de recherche (CCR) s'est employé à faire le lien entre les technologies disponibles et les besoins politiques en qualité de fournisseur indépendant de références scientifiques et techniques en matière de déminage humanitaire, notamment de test et d'évaluation (T & E) des équipements de déminage et des activités de cartographie.

Quelques exemples d'actions concrètes sont mentionnés ci-dessous :

Définition de normes pour les tests et l'évaluation des détecteurs de métaux

À la demande du Comité européen de normalisation (CEN) et du programme international de test et d'évaluation pour le déminage humanitaire (ITEP), le CCR a lancé un processus concernant l'élaboration de lignes directrices, de principes et de procédures de test des détecteurs de métaux (prototypes ou disponibles sur le marché) utilisés pour le déminage humanitaire. Des mesures expérimentales de soutien effectuées par le CCR sont à la base de certains nouveaux tests prévus. Le CCR travaille également à la définition de mesures standard du magnétisme des sols pour permettre de prévoir les performances des détecteurs de métaux, que ce soit au moyen d'échantillons ou de mesures sur place (Mozambique, Bosnie-et-Herzégovine, etc.). Les fabricants et les utilisateurs des détecteurs de métaux ainsi que des chercheurs dans des domaines connexes ont été invités à participer à ce processus de normalisation rigoureux. Il a été parfaitement officialisé et coordonné avec le service des actions contre les mines des Nations unies et le Centre international de déminage humanitaire de Genève, chargé de définir et de veiller sur les normes internationales pour la lutte contre les mines (IMAS). L'accord du séminaire CEN — le document de normalisation — a été soumis au CEN pour publication en mai 2003.

T & E d'équipements utilisés dans le déminage humanitaire

Test de mines

Un compendium de rapports décrivant la réussite des projets de test et d'évaluation réalisés à Ispra depuis 1997 a été publié et largement diffusé à la communauté

de lutte contre les mines (bailleurs de fonds, fabricants et centres d'action contre les mines), qui l'a très favorablement accueilli.

Aide au test de détecteurs de métaux par l'ONU

La destruction du stock de détecteurs de métaux utilisés par les démineurs de l'ONU pendant le conflit afghan impose la réalisation rapide de tests de terrain pour choisir des équipements de remplacement adéquats. Avant ces essais, les experts ont reçu une formation en matière de test et d'évaluation de détecteurs de métaux au CCR, qui a également apporté son soutien à la réalisation des essais sur le terrain.



Test par l'ONU en Afghanistan.

Amélioration des détecteurs de mines

Pour encourager l'utilisation de détecteurs de mines améliorés reposant sur la technologie des senseurs multiples, le CCR a soutenu une campagne internationale de mesure des signatures de mines impliquant plusieurs partenaires. Une base de données importante a été constituée; les priorités du projet se déplaceront probablement vers le domaine du traitement des données.

Cartographie des zones minées

Une équipe cartographique a été créée pour soutenir les activités de déminage. En 2002, elle a réalisé des cartes haute définition de l'Afghanistan par le biais d'un programme ambitieux lancé par la DG Relations extérieures au sein du mécanisme de réaction rapide.

SUR LE PLAN MONDIAL

Eu égard à cette expérience, l'équipe a été chargée de diriger la poursuite de vastes projets de cartographie dans d'autres zones sensibles.



La visite du commissaire Chris Patten en Afghanistan et au Pakistan.

Soutien au programme international de test et d'évaluation pour le déminage humanitaire (ITEP)

Le CCR a aidé l'ITEP en:

- fournissant une aide administrative à son secrétariat;
- diffusant des informations au travers de la gestion de son site internet;
- contribuant à l'élaboration du plan de travail de l'ITEP, en concertation avec les Nations unies, le Centre international de déminage humanitaire de Genève, des démineurs et centres d'action contre les mines;
- participant à des essais communs.

Soutien à la DG Relations extérieures de la Commission européenne

Le CCR a fourni un nouveau système de rapport et d'évaluation pour les actions contre les mines de l'UE.

La description des actions de lutte contre les mines selon une nomenclature harmonisée permet de mieux évaluer les projets soumis et de quantifier les réalisations du projet tant à court terme qu'en tant que contribution aux plans à long terme de reconstruction et de retour des personnes déplacées. Une base de données en ligne et un instrument d'aide à la prise de décisions permettent de compiler les actions de lutte contre les mines et d'analyser les résultats déjà obtenus.

Le CCR a activement soutenu et supervisé un projet financé par la DG Relations extérieures et intitulé «Système d'information géographique» (SIG) pour la lutte contre les mines dans le sud-est de l'Europe. Mis en œuvre par le fonds international, ce projet avait pour objectif premier le renforcement des ressources et compétences des centres de lutte contre les mines dans le sud-est de l'Europe en vue de l'utilisation des informations géographiques dans leur travail et le renforcement de la coopération transfrontalière par la réalisation commune d'actions et de formations dans ce domaine.



Quelques cartographies de données du SIG développées dans le projet.



Commission européenne

Les actions de lutte de l'Union européenne contre les mines dans le monde

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2003 — 66 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN 92-894-5810-0



Venta • Salg • Verkauf • Πωλήσεις • Sales • Vente • Vendita • Verkoop • Venda • Myynti • Försäljning
<http://eur-op.eu.int/general/en/s-ad.htm>

BELGIQUE/BELGIË

Jean De Lannoy

Avenue du Roi 202/Koningslaan 202
 B-1190 Bruxelles/Brussel
 Tél. (32-2) 538 43 08
 Fax (32-2) 538 08 41
 E-mail: jean.de.lannoy@infoboard.be
 URL: <http://www.jean-de-lannoy.be>

**La librairie européenne/
De Europese Boekhandel**

Rue de la Loi 244/Wetstraat 244
 B-1040 Bruxelles/Brussel
 Tél. (32-2) 295 26 39
 Fax (32-2) 735 08 60
 E-mail: mail@libeurop.be
 URL: <http://www.libeurop.be>

Moniteur belge/Belgisch Staatsblad

Rue de Louvain 40-42/Leuvenseweg 40-42
 B-1000 Bruxelles/Brussel
 Tél. (32-2) 552 22 11
 Fax (32-2) 511 01 84
 E-mail: eusales@just.fgov.be

DANMARK

J. H. Schultz Information A/S

Herstedvang 12
 DK-2620 Albertslund
 Tlf. (45) 43 63 23 00
 Fax (45) 43 63 19 69
 E-mail: schultz@schultz.dk
 URL: <http://www.schultz.dk>

DEUTSCHLAND

Bundesanzeiger Verlag GmbH

Vertriebsabteilung
 Amsterdamer Straße 192
 D-50735 Köln
 Tel. (49-221) 97 66 80
 Fax (49-221) 97 66 82 78
 E-Mail: vertrieb@bundesanzeiger.de
 URL: <http://www.bundesanzeiger.de>

ΕΛΛΑΔΑ/GREECE

G. C. Eleftheroudakis SA

International Bookstore
 Panepistimiou 17
 GR-10564 Athina
 Tel. (30-1) 331 41 80/112/3/4/5
 Fax (30-1) 325 84 99
 E-mail: elebooks@netor.gr
 URL: <http://www.hellasnet.gr>

ESPAÑA

Boletín Oficial del Estado

Trafalgar, 27
 E-28071 Madrid
 Tel. (34) 915 38 21 11 (libros)
 913 84 17 15 (suscripción)
 Fax (34) 915 38 21 21 (libros),
 913 84 17 14 (suscripción)
 E-mail: clientes@com.boe.es
 URL: <http://www.boe.es>

Mundi Prensa Libros, SA

Castelló, 37
 E-28001 Madrid
 Tel. (34) 914 36 37 00
 Fax (34) 915 75 39 98
 E-mail: libreria@mundiprensa.es
 URL: <http://www.mundiprensa.com>

FRANCE

Journal officiel

Service des publications des CE
 26, rue Desaix
 F-75727 Paris Cedex 15
 Tel. (33) 140 56 77 31
 Fax (33) 140 58 77 00
 E-mail: europublications@journal-officiel.gouv.fr
 URL: <http://www.journal-officiel.gouv.fr>

IRELAND

Alan Hanna's Bookshop

270 Lower Rathmines Road
 Dublin 6
 Tel. (353-1) 496 73 98
 Fax (353-1) 496 02 28
 E-mail: hannas@iol.ie

ITALIA

Licosa SpA

Via Duca di Calabria, 1/1
 Casella postale 552
 I-50125 Firenze
 Tel. (39) 055 64 83 1
 Fax (39) 055 64 12 57
 E-mail: licosa@licosa.com
 URL: <http://www.licosa.com>

LUXEMBOURG

Messageries du livre SARL

5, rue Raiffeisen
 L-2411 Luxembourg
 Tél. (352) 40 10 20
 Fax (352) 49 06 61
 E-mail: mail@mdl.lu
 URL: <http://www.mdl.lu>

NEDERLAND

SDU Servicecentrum Uitgevers

Christoffel Plantijnstraat 2
 Postbus 20014
 2500 EA Den Haag
 Tel. (31-70) 378 98 80
 Fax (31-70) 378 97 83
 E-mail: sdu@sdu.nl
 URL: <http://www.sdu.nl>

PORTUGAL

Distribuidora de Livros Bertrand Ld.

Grupo Bertrand, SA
 Rua das Terras dos Vales, 4-A
 Apartado 60037
 P-2700 Amadora
 Tel. (351) 214 95 87 87
 Fax (351) 214 96 02 55
 E-mail: dlb@ip.pt

Imprensa Nacional-Casa da Moeda, SA

Sector de Publicações Oficiais
 Rua da Escola Politécnica, 135
 P-1250-100 Lisboa Codex
 Tel. (351) 213 94 57 00
 Fax (351) 213 94 57 50
 E-mail: spcoe@incm.pt
 URL: <http://www.incm.pt>

SUOMI/FINLAND

**Akateeminen Kirjakauppa/
Akademiska Bokhandeln**

Keskuskatu 1/Centralgatan 1
 PL/PB 128
 FIN-00101 Helsinki/Helsingfors
 P/tfn (358-9) 121 44 18
 F./fax (358-9) 121 44 35
 Sähköposti: sps@akateeminen.com
 URL: <http://www.akateeminen.com>

SVERIGE

BTJ AB

Traktorvägen 11-13
 S-221 82 Lund
 Tlf. (46-46) 18 00 00
 Fax (46-46) 30 79 47
 E-post: btjeu-pub@btj.se
 URL: <http://www.btj.se>

UNITED KINGDOM

The Stationery Office Ltd

Customer Services
 PO Box 29
 Norwich NR3 1GN
 Tel. (44) 870 60 05-522
 Fax (44) 870 60 05-533
 E-mail: book.orders@theso.co.uk
 URL: <http://www.itsofficial.net>

ISLAND

Bokabud Larusar Blöndal

Skólavörðustíg, 2
 IS-101 Reykjavík
 Tel. (354) 552 55 40
 Fax (354) 552 55 60
 E-mail: bokabud@simnet.is

SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA

Euro Info Center Schweiz

c/o OSEC Business Network Switzerland
 Stampfenbachstraße 85
 PF 492
 CH-8035 Zürich
 Tel. (41-1) 365 53 15
 Fax (41-1) 365 54 11
 E-mail: eics@osec.ch
 URL: <http://www.osec.ch/eics>

BĂLGĂRIJA

Europress Euromedia Ltd

59, blvd Vitosha
 BG-1000 Sofia
 Tel. (359-2) 980 37 66
 Fax (359-2) 980 42 30
 E-mail: Milena@mbox.cit.bg
 URL: <http://www.europress.bg>

CYPRUS

Cyprus Chamber of Commerce and Industry

PO Box 21455
 CY-1509 Nicosia
 Tel. (357-2) 88 97 52
 Fax (357-2) 66 10 44
 E-mail: demetrap@ccci.org.cy

EESTI

Eesti Kaubandus-Tööstuskoda

(Estonian Chamber of Commerce and Industry)
 Toom-Kooli 17
 EE-10130 Tallinn
 Tel. (372) 646 02 44
 Fax (372) 646 02 45
 E-mail: einfo@koda.ee
 URL: <http://www.koda.ee>

HRVATSKA

Mediatrade Ltd

Pavla Hatza 1
 HR-10000 Zagreb
 Tel. (385-1) 481 94 11
 Fax (385-1) 481 94 11

MAGYARORSZÁG

Euro Info Service

Szt. István krt.12
 III emelet 1/A
 PO Box 1039
 H-1137 Budapest
 Tel. (36-1) 329 21 70
 Fax (36-1) 349 20 53
 E-mail: euroinfo@euroinfo.hu
 URL: <http://www.euroinfo.hu>

MALTA

Miller Distributors Ltd

Malta International Airport
 PO Box 25
 Luqa LQA 05
 Tel. (356) 66 44 88
 Fax (356) 67 67 99
 E-mail: gwirth@usa.net

NORGE

Swets Blackwell AS

Hans Nielsen Hauges gt. 39
 Boks 4901 Nydalen
 N-0423 Oslo
 Tel. (47) 23 40 00 00
 Fax (47) 23 40 00 01
 E-mail: info@no.swetsblackwell.com
 URL: <http://www.swetsblackwell.com.no>

POLSKA

Ars Polona

Krakowskie Przedmiescie 7
 Skr. pocztowa 1001
 PL-00-950 Warszawa
 Tel. (48-22) 826 12 01
 Fax (48-22) 826 62 40
 E-mail: books119@arspolona.com.pl

ROMÂNIA

Euromedia

Str.Dionisie Lupu nr. 65, sector 1
 RO-70184 Bucuresti
 Tel. (40-1) 315 44 03
 Fax (40-1) 312 96 46
 E-mail: euromedia@mailcity.com

SLOVAKIA

Centrum VTI SR

Nám. Slobody, 19
 SK-81223 Bratislava
 Tel. (421-7) 54 41 83 64
 Fax (421-7) 54 41 83 64
 E-mail: europ@tbb1.sltk.stuba.sk
 URL: <http://www.sltk.stuba.sk>

SLOVENIJA

GV Založba

Dunajska cesta 5
 SLO-1000 Ljubljana
 Tel. (386) 613 09 1804
 Fax (386) 613 09 1805
 E-mail: europ@gvestnik.si
 URL: <http://www.gvzalozba.si>

TÜRKIYE

Dünya Infotel AS

100, Yil Mahallesi 34440
 TR-80050 Bagcilar-Istanbul
 Tel. (90-212) 629 46 89
 Fax (90-212) 629 46 27
 E-mail: aktuel.info@dunya.com

ARGENTINA

World Publications SA

Av. Cordoba 1877
 C1120 AAA Buenos Aires
 CEP
 Tel. (54-11) 48 15 81 56
 Fax (54-11) 48 15 81 56
 E-mail: wpbooks@infovia.com.ar
 URL: <http://www.wpbooks.com.ar>

AUSTRALIA

Hunter Publications

PO Box 404
 Abbotsford, Victoria 3067
 Tel. (61-3) 94 17 53 61
 Fax (61-3) 94 19 71 54
 E-mail: jpdavies@ozemail.com.au

BRESIL

Livraria Camões

Rua Bittencourt da Silva, 12 C
 CEP
 20043-900 Rio de Janeiro
 Tel. (55-21) 262 47 76
 Fax (55-21) 262 47 76
 E-mail: livraria.camoes@incm.com.br
 URL: <http://www.inc.com.br>

CANADA

Les éditions La Liberté Inc.

3020, chemin Sainte-Foy
 Sainte-Foy, Québec G1X 3V6
 Tel. (1-418) 658 37 63
 Fax (1-800) 567 54 49
 E-mail: liberte@mediom.qc.ca

Renouf Publishing Co. Ltd

5369 Chemin Canotek Road, Unit 1
 Ottawa, Ontario K1J 9J3
 Tel. (1-613) 745 26 85
 Fax (1-613) 745 76 60
 E-mail: order.dept@renoufbooks.com
 URL: <http://www.renoufbooks.com>

EGYPT

The Middle East Observer

41 Sherif Street
 Cairo
 Tel. (20-2) 392 69 19
 Fax (20-2) 393 97 32
 E-mail: inquiry@meobserver.com
 URL: <http://www.meobserver.com>

MALAYSIA

EBIC Malaysia

Suite 45.02, Level 45
 Plaza MBf (Letter Box 45)
 8 Jalan Yap Kwan Seng
 50450 Kuala Lumpur
 Tel. (60-3) 21 62 92 98
 Fax (60-3) 21 62 61 98
 E-mail: ebic@tm.net.my

MÉXICO

Mundi Prensa México, SA de CV

Río Pánuco, 141
 Colonia Cuauhtémoc
 MX-06500 México, DF
 Tel. (52-5) 533 56 58
 Fax (52-5) 514 67 99
 E-mail: 101545.2361@compuserve.com

SOUTH AFRICA

Eurochamber of Commerce in South Africa

PO Box 781738
 2146 Sandton
 Tel. (27-11) 884 39 52
 Fax (27-11) 883 55 73
 E-mail: info@eurochamber.co.za

SOUTH KOREA

**The European Union Chamber of
Commerce in Korea**

5th Fl, The Shilla Hotel
 202, Jangchung-dong 2 Ga, Chung-ku
 Seoul 100-392
 Tel. (82-2) 22 53-5631/4
 Fax (82-2) 22 53-5635/6
 E-mail: eucock@eucock.org
 URL: <http://www.eucock.org>

SRI LANKA

EBIC Sri Lanka

Trans Asia Hotel
 115 Sir Chittampalam
 A. Gardiner Mawatha
 Colombo 2
 Tel. (94-1) 074 71 50 78
 Fax (94-1) 44 87 79
 E-mail: ebicsl@slnet.lk

TAI-WAN

Tycoon Information Inc

PO Box 81-466
 105 Taipei
 Tel. (886-2) 87 12 88 86
 Fax (886-2) 87 12 47 47
 E-mail: euitupe@ms21.hinet.net

UNITED STATES OF AMERICA

Bernan Associates

4611-F Assembly Drive
 Lanham MD 20706-4391
 Tel. (1-800) 274 44 47 (toll free telephone)
 Fax (1-800) 865 34 50 (toll free fax)
 E-mail: query@bernan.com
 URL: <http://www.bernan.com>

ANDERE LÄNDER

OTHER COUNTRIES

AUTRES PAYS

**Bitte wenden Sie sich an ein Büro Ihrer
Wahl/Please contact the sales office of
your choice/Veuillez vous adresser au
bureau de vente de votre choix**

Office for Official Publications of the European
 Communities
 2, rue Mercier
 L-2985 Luxembourg
 Tel. (352) 29 29-42455
 Fax (352) 29 29-42758
 E-mail: info-info-opoce@cec.eu.int
 URL: <http://publications.eu.int>

11 NF-53-03-411-FR-C